



NATIONS UNIES  
TCHAD  
.....



# RAPPORT ANNUEL SUR LES RESULTATS

TCHAD

# 2022





# RAPPORT ANNUEL SUR LES RESULTATS TCHAD

# 2022

Mars 2023

## Table des matières

<i>Equipe pays des Nations Unies au Tchad</i>	5
<i>Partenariat de développement clés du système des Nations Unies</i>	6
<i>Avant propos</i>	7
<i>Synthèse de la revue</i>	9
<i>Contexte national</i>	11
<i>Contribution du système des Nations Unies aux priorités nationales de développement</i>	13
<i>Principales réalisations en 2022</i>	15
<i>Résultat stratégique 1 : Développement du capital humain</i>	17
<i>Résultat stratégique 2 : Protection sociale, gestion de crise et durabilité environnementale</i>	29
<i>Résultat stratégique 3 : Gouvernance, paix et sécurité</i>	38
<i>Mécanisme de gestion et de coordination</i>	52
<i>Evaluation du cadre de coopération 2017 - 2023</i>	54
<i>Aperçu financier et mobilisation des ressources</i>	57
<i>Objectifs clefs du système des Nations Unies pour 2023</i>	58

## EQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES

L'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) est composée des chefs d'agences des Nations Unies, fonds et programmes résidents et non résidents au Tchad. Elle appuie le Gouvernement dans la réalisation des objectifs de développement durable à travers la mise en œuvre d'un cadre de coopération pluriannuel (UNDAF 2017-2023) entre le Gouvernement du Tchad et les Nations Unies. Ce cadre de coopération

est chapeauté par un comité de pilotage co-présidé par le Ministre en Charge de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux et la Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies. Quinze (15) agences, fonds et programmes des Nations Unies ont signé l'UNDAF 2017-2023, dont la mise en œuvre est faite à travers des plans de travail conjoints.



Violette Kakyomya  
RC/HC ONU Tchad



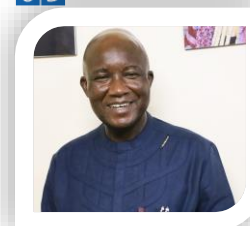
Dieudonné Bamouni  
OCHA Chef de Bureau



Dr Sennen Hounton  
UNFPA Représentant



Laura Lo Castro  
UNHCR Représentante



Kamil Kamaluddeen  
PNUD Représentant



Anne Kathrin Schaefer  
OIM Cheffe de mission



OUATTARA Yaffio  
ONUSIDA Directeur Pays



Pierre HONNORAT  
PAM Représentant



Jacques Boyer  
UNICEF, Représentant



Felix Ahouansou  
HCDH Représentant



Jean-Bosco Ndiokubwayo  
OMS Représentant



Mankoussou Marc  
FAO Représentant, a.i



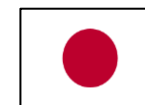
## PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT CLEFS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Les principaux partenaires de développement du SNU au Tchad sont le Gouvernement de la République du Tchad, les institutions financières internationales, les gouvernements donateurs et les agences de développement, les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé, les universités, les médias, et le peuple du Tchad.

L'équipe pays des Nations Unies au Tchad tient à remercier tous les partenaires qui ont soutenu son travail en 2022, malgré les défis liés à la pandémie de la Covid-19 et d'autres crises.

L'équipe pays des Nations Unies remercie également tous les partenaires de mise en œuvre qui ont directement ou indirectement, aidé à faire avancer l'Agenda 2030 au Tchad.

### Partenaires Bilatéraux



### Partenaires Multilatéraux et autres Fonds Fiduciaires





## AVANT PROPOS

Comme chaque année, le système des Nations Unies et le Gouvernement du Tchad font conjointement le bilan des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan Cadre des Nations Unies pour le Développement (UNDAF 2017-2023).

En 2022, dans le cadre du programme de coopération entre le Gouvernement du Tchad et le système des Nations Unies, le programmes ont été mise en œuvre pour le développement du capital humain, le renforcement de la protection sociale, à l'amélioration de la gestion des crises et catastrophes, et à la promotion de la gouvernance, de la consolidation de la paix et de la sécurité. Tous ceci vise l'amélioration du développement humain au Tchad d'ici fin 2030.

Le système des Nations Unies et ses partenaires ont continué à offrir des services cohérents, efficaces et efficaces et des activités programmatiques et opérationnelles à travers des plans de travail conjoints annuels du cadre de coopération.

Pour citer quelques résultats clés auxquels le système des Nations Unies a contribué: une augmentation des inscriptions à l'école primaire en 2022 de 6,8% contre 5% en 2021, soit 1,8% de plus, y compris pour les enfants affectés par les crises humanitaires. Ainsi, le taux net de scolarisation au primaire a atteint 75,2% en 2022 et le taux d'achèvement du primaire est à 47% en 2022. Les performances de la vaccination de routine ont été améliorées et les maladies évitables par la vaccination ont été réduites, y compris la Covid-19, grâce au plaidoyer pour mobiliser des fonds publics pour une disponibilité suffisante des vaccins du Programme Elargi de Vaccination, l'évaluation et la mise à niveau de l'équipement de la chaîne ultra-froide, la sensibilisation et le renforcement des capacités. En effet, sur la base des données administratives de janvier à octobre 2022, la couverture Penta3 est passée de 88% à 90 % entre 2021 et 2022, tandis que la couverture vaccinale contre la rougeole est passée de

81% à 84 % entre 2021 et 2022. Plus de 70% des districts sanitaires ont atteint une couverture Penta 3 d'au moins 80% en 2022 contre 67% en 2021.

Une amélioration de l'environnement de vie en 2022 avec 577 villages additionnels qui ont été certifiés fin de défécation à l'air libre permettant à 617,271 personnes dont 320,981 femmes de vivre dans des communautés assainies. Les actions menées dans le cadre des différentes urgences, ont permis à 52,639 personnes d'accéder à l'eau potable et à 63,820 personnes d'avoir accès aux services d'assainissement de base. Par ailleurs, 150,158 personnes ont bénéficié de kits d'hygiène et assainissement pour la lutte contre la Covid-19.

Une amélioration de la protection des enfants en 2022, on note la création de 20 nouveaux comités de protection de l'enfant et 76 communautés additionnelles ont déclaré l'abandon du mariage d'enfants et les mutilations génitales féminines sur la cible de 100 pour l'année. C'est qui a contribué à une diminution de la proportion des femmes mariées avant l'âge de 18 ans. L'analyse du Cadre Harmonisé de 2022 indique l'amélioration des pratiques agricoles et réduction de la vulnérabilité due à l'insécurité alimentaire. Ainsi, le nombre des producteurs et éleveurs qui adoptent les techniques de production végétale et animale appropriées a atteint 120 000 alors qu'il était de 50 000 en 2021. Les institutions sont mieux outillées, grâce à la contribution du système des Nations Unies dans l'appui au renforcement des capacités des institutions de l'État en matière des droits humains ainsi que le renforcement des capacités techniques et matérielles de ces institutions par la dotation en équipements informatiques et en moyens de déplacement ou encore l'appui à la formation de 250 personnes (Magistrats, autorités locales, régisseurs, cadres du Ministère de la Justice) pour améliorer leur capacité dans leur travail respectifs.

Le soutien à l'opérationnalisation des institutions de l'Etat (Ministère d'Etat chargé de la réconciliation nationale et du dialogue, CODNI, CNT, Ministère secrétariat général du gouvernement) par la dotation en moyens roulant, matériels et informatiques. L'appui technique et financier à l'organisation du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS), de 73 dialogues et pré-dialogues (23 pré-dialogues nationaux, 19 pré-dialogues à l'extérieur, 31 sessions de travaux du DNIS).

L'appui en vue du développement de stratégies en faveur de l'autonomisation des femmes pour l'année 2022 a permis à 475 femmes de bénéficier de microcrédit rotatif, comme moyen de limitation de l'enrôlement volontaire des femmes et jeunes filles par les groupes extrémistes, dans le Lac et le Hadjer Lamis. Il en est de même pour la contribution du système des Nations Unies en faveur de l'accès aux services financiers dans les zones d'intervention, en effet le nombre de Petites et Moyennes Entreprises créées en 2022 est de 2 300 en plus des 2 500 crée en 2021.

En plus de ces résultats atteints, la collaboration du système des Nations Unies avec le Gouvernement a permis l'élaboration et la mise en œuvre du Plan de réponse humanitaire 2022 ; l'élaboration et la validation de la feuille de route nationale des systèmes alimentaire ; l'élaboration de la Politique Foncière Nationale ; l'adoption du Plan d'Action National de la Résolution R1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ces résultats n'auraient pu être atteints sans le leadership du Gouvernement du Tchad, le soutien du peuple et les partenaires au développement.

En 2022, au total \$550 millions ont été dépensés pour la mise en œuvre des activités programmées (soit \$246 millions pour les activités de développement et \$304 millions pour les activités humanitaires). Bien que le taux de dépense soit acceptable, les agences des Nations Unies ont plus dépensé en 2022 que lors des deux années précédentes.

Pour l'année 2023, en plus de son accompagnement du Gouvernement d'union nationale de transition à travers ses cinq (05) axes stratégiques déclinés dans sa déclaration de politique générale, le système des Nations Unies continuera la mise en œuvre de l'UNDAF 2017 - 2023 à travers les plans de travail annuels conjoints pour les trois (03) résultats stratégiques.



**Violette Kakyomya**

Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies et Coordonnatrice humanitaire au Tchad



## SYNTHESE DE LA REVUE



Comme chaque année, la revue annuelle 2022 vise à faire le bilan des activités des trois plans de travail annuels conjoints programmés par le système des Nations Unies en début d'année, et à mesurer la contribution du système des Nations Unies à l'atteinte des résultats attendus dans la mise en œuvre du cadre de coopération (CF 2017-2023). La mise en œuvre des activités en 2022 a continué d'être entravée par les effets conjugués de l'insécurité et le sous-financement des activités humanitaires avec 60% des fonds requis pour la réponse humanitaire 2022.

Toutefois, les interventions ont été menées de manière concertée et inclusive associant les agences du système des Nations Unies,

les structures gouvernementales, les organisations de la société civile et les communautés hôtes.

Au titre des constats généraux ayant permis l'atteinte des résultats, il a été observé qu'en 2022 :

- ✓Le plaidoyer continu du système des Nations Unies et le dialogue politique avec les autorités nationales se sont avérés décisifs ;

- ✓L'approche d'interventions du système des Nations Unies combinant la santé scolaire (y compris eau, assainissement et hygiène en milieu scolaire), le soutien à la qualité de l'apprentissage et l'éducation des filles sont des catalyseurs d'une éducation transformatrice de genre ;

- ✓Le respect de la diversité et la participation des femmes et des jeunes dans l'utilisation des infrastructures (Collèges d'enseignement général, centres de santé, etc.) constitue une des innovations. Ainsi, des femmes et des jeunes ont pris part à toutes les étapes et la définition des priorités en matière de conception, de construction et de fonctionnement des infrastructures pour que celles-ci contribuent effectivement au développement égalitaire ;

- ✓Capacité à s'adapter rapidement à l'évolution du contexte et des besoins, à accompagner la transition politique en renforçant la capacité des nouvelles institutions et le dialogue national inclusif

- ✓Mettre l'accent sur le fait de ne laisser personne de côté, en donnant la priorité aux plus vulnérables et à leur inclusion dans les processus nationaux en cours et en investissant dans la protection sociale

En 2022, au total \$550 millions ont été dépensés pour la mise en œuvre des activités programmées (soit \$246 millions pour les activités de développement et \$304 millions pour les activités humanitaires). Ces dépenses ont été en hausse par rapport aux années 2021 et 2020.

### Les difficultés rencontrées en 2022 ont été essentiellement :

- ✓Le pays a été confronté à des inondations sans précédent depuis 1960, qui ont causé de graves problèmes d'accès, de déplacement et de destruction des cultures et des habitations, touchant 1 300 000 personnes dans 19 des 23 provinces du pays ;

- ✓Des troubles politiques entraînant des manifestations marquées par de graves violences et des conflits communautaires

- ✓La lourdeur des procédures

administratives d'attribution des marchés, par exemple pour la construction d'écoles, entraîne des risques fréquents de résiliation des contrats avec les partenaires, ce qui a un impact sur la mise en œuvre des activités ;

- ✓L'approche nexus reste peu opérationnelle dans la planification conjointe des activités, ce qui ne permet pas de renforcer la résilience des communautés ;

- ✓Les changements fréquents de personnel dans les ministères constituent un des défis dans la consolidation des acquis et ralentissent parfois les progrès ;

- ✓Les contraintes socioculturelles continuent de réduire la demande de services en général.

### Au regard des difficultés rencontrées, il est recommandé de :

- 1.Poursuivre l'appui au gouvernement en renforçant les efforts de réconciliation nationale et de consolidation de la paix ;
- 2.Continuer à promouvoir la mise en œuvre d'une approche Nexus humanitaire-développement-paix (Nexus HDP) et la résilience en mettant l'accent sur les projets de développement à long terme ;
- 3.Redynamiser le cadre de concertation en vue de coordonner les activités de collecte de données relatives à la mise en œuvre des différentes activités et faciliter le rapportage du cadre de coopération ;
- 4.Renforcer l'implication et le rôle des communautés
- 5.Poursuivre le dialogue politique sur la question de la durabilité du financement ;
- 6.Etendre la mise en œuvre des interventions intersectorielles ;
- 7.Renforcer les activités d'évaluation des programmes et projets mis en œuvre ;
- 8.Prendre davantage en compte la crise climatique dans la planification des interventions pour la résilience des communautés.



## CONTEXTE NATIONAL



La population du Tchad est estimée en 2022 à plus de 17,4 millions d'habitants avec un taux d'accroissement de 3,6%. Cette population est composée de 51% de femmes, 67% de jeunes de moins de 25 ans ; 55% de jeunes de moins de 15 ans, et les moins de 18 ans représentent 60% avec près des trois quarts (74%) vivant en milieu rural. L'espérance de vie à la naissance est de 54 ans (INSEED, 2022). Sur le plan du développement humain, le Tchad est classé 190<sup>ème</sup> sur 191 pays avec un Indice de 0,394 en 2022 et son PIB étant de 468 685 F CFA par habitant et par an (Banque Mondiale, 2022).

### Dans le domaine de la santé :



Le taux de mortalité des moins de 5 ans est passé de 133 à 107 pour mille naissances vivantes entre 2017 et 2022. Le taux de décès dû à la pandémie Covid-19 est passé de **7,5% en 2020 à 2,5% en 2022**. La prévalence contraceptive est passée de **5% en 2017 à 8% en 2022**. L'assistance par un personnel qualifié à l'accouchement a augmenté de **24,3 à 34,5 %**.

### Dans le domaine de la nutrition :



Selon l'enquête SMART de 2022, la malnutrition chronique est estimée à 28% au niveau national contre 30,4% en 2021. L'allaitement exclusif chez les enfants de moins de 6 mois n'a pas enregistré de progression au niveau national (7,3% en 2022 contre 11,4% en 2021). La proportion des enfants de 6 à 23 mois ayant une diversité alimentaire minimale acceptable est de 42,5% au niveau national. Elle a fortement augmenté par rapport à celle de 2021 où elle était de 14,5%. Selon MICS-6, seul 61,8% de la population avait accès à l'eau de boisson ayant des sources améliorées.

### Dans le domaine de la protection sociale :



En 2022, la proportion des personnes âgées de 65 ou plus est estimée à 2,2% de la population totale tchadienne. Il faut noter qu'il n'y a pas de pension sociale au Tchad, en dehors de la pension contributive d'âge liée à l'emploi dans le secteur formel. L'enquête MICS6 de 2019 indique que 5,8% de femmes de 18 à 49 ans rencontrent des difficultés fonctionnelles dans au moins un domaine contre 3,0% chez les hommes.



### Dans le domaine de l'éducation :

Selon l'annuaire statistique scolaire, le taux d'achèvement du primaire est passé de **42% en 2017 à 47% en 2022**.



### Dans le domaine de la protection des enfants et femmes :

Les mutilations génitales féminines concernent une fille de moins de 15 ans sur cinq. Selon MICS6, Tchad 2019, environ 89,4 % des femmes âgées de 15-49 ans pensent qu'il est justifié qu'un mari batte sa femme pour n'importe quelle raison, 53,4% ont subi des violences sexuelles à un moment quelconque, et 34,1% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des mutilations génitales féminines.



### Dans le domaine des risques de catastrophe :

En 2022, le Tchad a connu de fortes précipitations et inondations, qui ont touché quelque 523 000 personnes entre août et décembre et ont détruit de grandes surfaces de terres cultivées, privant ainsi les populations de leurs moyens de subsistance et a emporté plus de 6 000 bovins et causé d'importants dégâts aux maisons et aux écoles. Les inondations ont ajouté un nouveau défi à une situation déjà critique (Rapport OCHA, Décembre 2022).



### Sur le plan de la sécurité alimentaire :

L'analyse du Cadre harmonisé de novembre 2022 projette que près de 5,3 millions de personnes (51% de femmes) souffrent d'insécurité alimentaire dont 1,5 million pourraient se retrouver en insécurité alimentaire aiguë sévère durant la période de soudure (Juin à Aout 2023). Les populations les plus affectées se trouvent dans les zones accueillant les réfugiés, retournés et déplacés internes.



### Dans le domaine de la gouvernance économique :

Plus de la moitié des Tchadiens sont vulnérables à la pauvreté, notamment 60 % des habitants des zones rurales et 29 % en zones urbaines (Banque Mondiale, évaluation de la pauvreté au Tchad en 2021). Le taux de croissance qui était négatif depuis la pandémie de COVID19 passant respectivement de -2,2% en 2020 puis -1,1% en 2021 est redevenu positif en 2022 avec une croissance estimée à 3,3% en 2022 grâce à la reprise du commerce international et la bonne tenue des cours du pétrole. Depuis 2017, l'indice de la transparence, responsabilisation et de la corruption est resté constant à 2,5. Le rapport du Doing Business 2022 de la Banque Mondiale classe le Tchad toujours au 182<sup>ème</sup> mondial sur 190 pour la facilité de faire les affaires.



### Dans le domaine de la sécurité :

Les violences au Tchad ont engendré plus de 380 000 personnes en situation de déplacement forcé. Parmi elles, il y a 10 400 réfugiés. Ce nombre de déplacés internes a augmenté de 55% par rapport à janvier 2021 qui avait enregistré 208 300 déplacés internes (OCHA, Aperçu de la situation humanitaire, Nov. 2022). En 2022, les affrontements entre agriculteurs et éleveurs ont fait plus d'une centaine de victimes (OCHA, HRP 2022).

Indicateurs	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Population Total (in Millions of inhabitants)	15.01	15.47	15.94	16.42	16.90	17.41
Accroissement démographique (%)	3.13	3.07	3.03	3	3	3,4
Densité de la Population (population en km² de terre)	11.70	12.05	12.42	12.79	13.1	13.6
Produit Interieur Brut (PIB) en Million de USD	10	11.24	11.31	9.95	12.35	12.95
Taux de croissance annuel du PIB (%)	-2.4	2.3	3.0	-0.4	0.9	3.3
Inflation (%)	-0.9	4.0	3.0	3.0	2.6	3,0
Taux de chômage (%)	1.85	1.84	2.0	2.2	2.3	5,2
Solde budgétaire global (base ordonnancement, dons inclus)	-0.9	1.9	0.0	-0.3	-2.4	156
Dettes totale (en pourcentage du PIB)	49.7	48.2	43.8	49.1	44.0	44,7
Balance commerciale (en milliards USD courants)	0.58	0.20	0.12	NA	NA	
Solde du compte courant (% du PIB)	-6.6	-3.4	-6.5	-5.9	-5.2	1.2
Exportations de biens et services (% du PIB)	33.87	36.19	36.74	NA	NA	
Importations de biens et services (% du PIB)	39.70	38.01	37.87	NA	NA	
Recettes du secteur pétrolier (% du PIB)	4.1	6.7	6.9	8.2	5.0	
Dépenses militaires (% du PIB)	2.24	2.33	2.18	2.24	NA	
Indice de développement humain	0.396	0.397	0.398	0.401	0.397	0,394
Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté (% de la population)	46.7	42.3	42.3	NA	NA	
Inégalité (coefficient de Gini)	0.43	0.43	0.34	NA	NA	
Espérance de vie à la naissance (années)	53.49	53.97	54.07	54.35	54.35	54,0
Taux de fécondité (naissances par femme)	5.90	5.79	6,4	5.60	NA	
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	860/ 100 000	NA		NA	NA	
Taux d'achèvement du primaire, total (% du groupe d'âge concerné)	42.10	44.20	44.20	NA	NA	46,96
Scolarisation, primaire (% brut)	78.574	89.734	89.191	NA	NA	82,1
Prévalence du VIH, total (Pour 1000 habitants infectés)	0.40	0.38	0.34	0.33	NA	
Taux de migration nette	0.412	0.131	0.105	0.079	NA	
Investissement direct étranger, entrées nettes (en milliards de dollars US courants)	0.36	0.46	0.57	0.49	NA	
Appui budgétaire des donateurs externes (millions USD)	143	262	117	109	NA	



# 2 CONTRIBUTION DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT



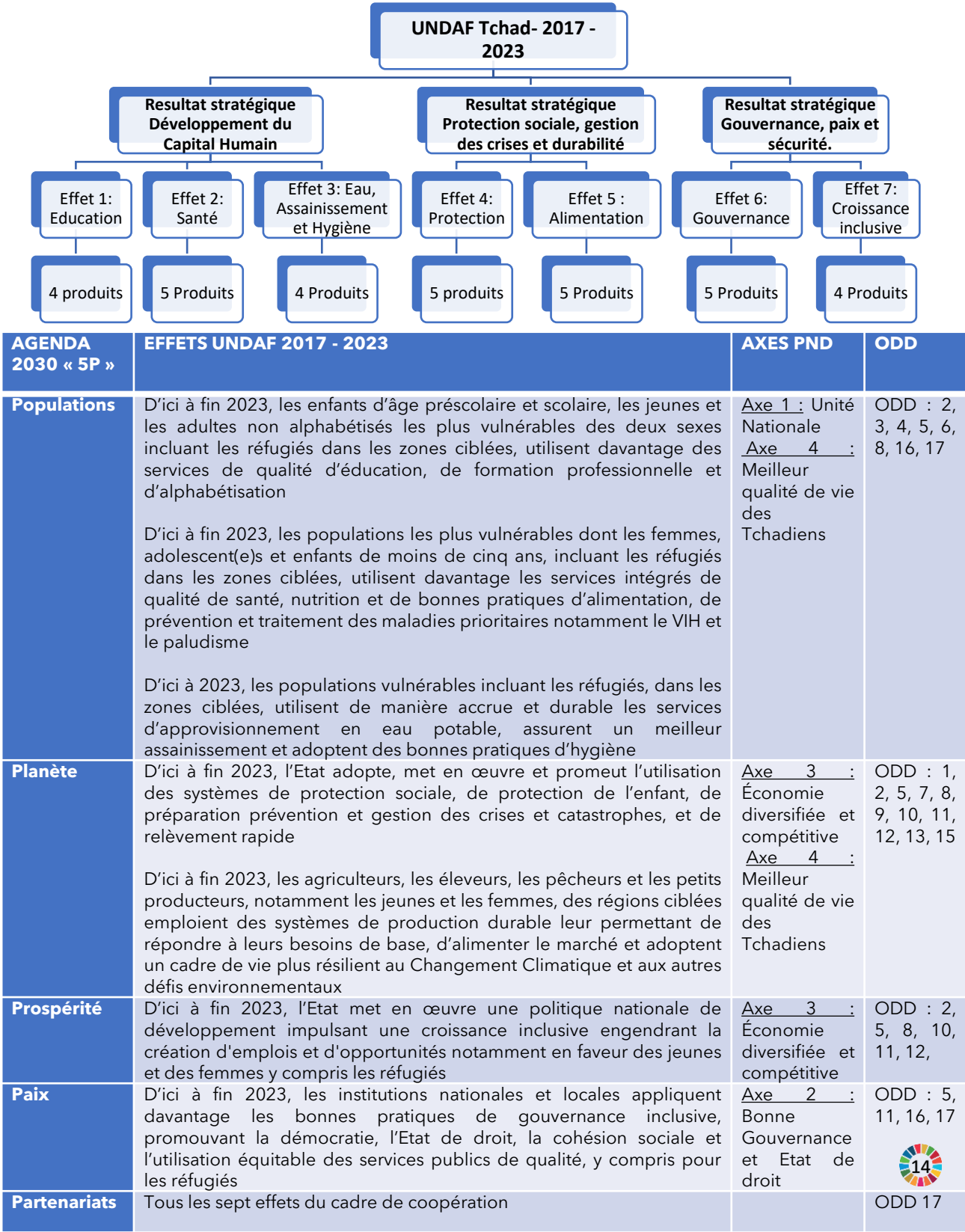
Les ressources estimatives cumulatives jusqu'en 2023 qui s'élèvent à :

**\$2,1 milliards**

Pour les six (6) années de mise en œuvre les dépenses ont été de **\$2,5 milliards**

Ce qui indique que toutes les parties prenantes ont largement tenu leur engagement tant dans la mobilisation des fonds additionnels que celle des fonds propres.

Le cadre de coopération en cours de mis en œuvre selon la réforme des Nations Unies est plus intégré que les cadres de coopération précédents. Il est bâti sur les priorités du Plan National de Développement (PND 2017 - 2021) qui intègre les objectifs de développement durable. Les efforts du système ses Nations Unies restent davantage concentrés dans les domaines de son mandat, de son expérience et de son expertise pour apporter une valeur ajoutée. Ainsi, le cadre de coopération se présente schématiquement comme ci-dessous (Figure 1).





# PRINCIPALES REALISATIONS 2022

## SANTE

En 2022, sur le plan sanitaire, le Tchad continue de faire face à la pandémie de Covid-19 mais avec une gravité moindre. En date du 10 novembre 2022, plus de **3 617 791** personnes ont achevé la première campagne de vaccination (**3 400 762** lors des campagnes de vaccination), soit **20 %** de la population totale. Une deuxième campagne a eu lieu en décembre dans les 10 provinces de la première série de vaccination et **569 953** personnes ont reçu la première et **1 885 934** la seconde dose.

## NUTRITION

En 2022, la prévalence de la malnutrition aigüe globale est de **8,6%** comparé à **10,9 %** en 2021, tandis que la malnutrition aigüe sévère est passée de **2%** en 2021 à **1,5%** en 2022. La malnutrition chronique est de 28,0% contre **30,4%** en 2021. Le taux d'allaitement maternel exclusif des enfants de 0 à 5 mois a diminué avec **7,3 %** contre **11,4%** en 2021 et le taux de diversité alimentaire acceptable chez les enfants âgés de 6 à 23 mois a fortement augmenté passant de **14,5%** en 2021 à **42,5%** en 2022.

## EDUCATION

De 2021 à 2022, le taux brut de scolarisation est passé de **91,2%** à **91,5%** (**82,1%** pour les filles), le taux d'achèvement du primaire a légèrement diminué, passant de **47,75 %** à **46,9 %** (**40 %** pour les filles), et le taux de réussite s'est maintenu à **69 %** (**68,4 %**, filles) au niveau national, montrant une faible efficacité interne. Dans les deux provinces de mise en œuvre de ces interventions, le taux de passage des filles du premier au second cycle du secondaire est passé de **39%** à **80%** entre 2019 et 2022 dans les écoles bénéficiaires, alors qu'il est resté constant à **90%** sur la moyenne des filles de ces deux provinces.

## HUMANITAIRE

Environ **6,1** millions de personnes ont eu besoin d'une assistance humanitaire en 2022, soit une augmentation de **17 %** par rapport à 2021.



## PRODUCTION

Grâce à l'augmentation des recettes pétrolières, les dépenses publiques en matière de santé et d'éducation ont augmenté entre 2021 et 2022, passant respectivement de **7,2 %** à **8,5 %** et de **12,5 %** à **13,8 %**. Cependant, les dépenses personnelles représentent **45 %** des dépenses actuelles en matière d'éducation, la principale source de financement des écoles publiques/communautaires, et plus de **61 %** des dépenses actuelles en matière de santé, ce qui a exacerbé la pauvreté (**42,3 %**).





# Résultat stratégique 1 : « Développement du Capital Humain »

Ce résultat stratégique sur le développement du capital humain contribue à l'Axe n°4 « Amélioration de la qualité de vie de la population tchadienne » du PND et s'inscrit dans l'agenda 2030 sous les ODD 3, 4, 6, 10, 11, et 17.



Il compte plus d'agences des Nations Unies qui participent à sa mise en œuvre que les deux autres résultats stratégiques, notamment : UNICEF, PAM, HCR, UNESCO, OCHA et OIM (contribuant à l'effet 1) ; PNUD, UNICEF, OMS, ONUSIDA, HCR, PAM, UNFPA (contribuant à l'effet 2) ; et y a que HCR, UNICEF et OIM (contribuant à l'effet 3).

Cependant, par rapport aux autres résultats stratégiques de l'UNDAF : le ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique, le ministère du Genre et de la Solidarité Nationale, le ministère de la Santé Publique et de la Prévention, le ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable, le ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux sont les plus impliqués.



# 1- EDUCATION



Afin d'assurer une offre de services éducatifs adéquate, et conjointement avec d'autres partenaires (Banque mondiale, Coopération Suisse), le Système des Nations Unies (SNU) a financé la rémunération de **2 352** enseignants (**401** femmes) du primaire, ce qui a permis à **182 845** élèves (**79 500** filles) dans **1 397** écoles, soit **6.8%** de tous les enfants scolarisés dans le primaire, de poursuivre leur scolarité. Le SNU a poursuivi son engagement dans l'enseignement à distance en conduisant une évaluation

sommative de cette modalité afin de rendre compte des résultats obtenus pendant la mise en œuvre en réponse à la pandémie de la Covid-19 et de capitaliser sur cette expérience dans les initiatives futures. En outre, 18,200 élèves supplémentaires pourront être scolarisés chaque année à partir de 2022 grâce aux **517** salles de classe construites ou réhabilitées en 2022. Celles-ci sont adaptées aux enfants en situation de handicap, et équipées d'un système d'assainissement sensible au genre.

Le taux de fréquentation du préscolaire est seulement de **1,03%** au Tchad. Afin de renforcer le rôle du préscolaire comme vecteur de développement de l'enfant et de point de contact pour assurer la continuité avec le primaire, le SNU a formé **537** enseignants, animateurs du préscolaire et responsables d'encadrement dont 186 femmes leur permettant d'améliorer leurs performances en matière d'enseignement/apprentissage.

Pour promouvoir l'équité en matière d'éducation, il fallait également repenser l'approche programmatique. Sur la base de recherches soutenues par le SNU en 2021 ayant révélé qu'en allouant 27 dollars par mois à chaque ménage pauvre pendant un an, plus de 158,000 enfants peuvent aller ou rester à l'école, un accent a été mis sur les programmes de transferts monétaires aux ménages et ciblant la scolarisation des enfants issus des familles vulnérables. L'efficacité de ces initiatives doit être documentée pour être mises à l'échelle. C'est pourquoi la programmation intégrée a été au cœur de la lutte contre les contraintes liées à la demande de scolarisation, pour réduire le nombre d'enfants non scolarisés, en particulier les filles, en fournissant des services de nutrition, d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les écoles, ainsi que des transferts monétaires, au profit des enfants des mêmes écoles ciblées, avec une approche interagences fondée sur la participation communautaire, dans le cadre du programme pluriannuel d'appui à la résilience de l'éducation en situation d'urgence. Ainsi, dans le but d'assurer une bonne gestion de l'hygiène menstruelle et le maintien des filles à l'école, 244 latrines dans 36 écoles et 76 points d'eau sensibles au genre dans 35 écoles ont été réalisés avec le soutien du SNU en 2022. Afin de renforcer la planification basée sur des preuves et dans le souci d'améliorer l'accès à l'éducation, le SNU a initié en 2022 un projet de recherche sur l'analyse des déviations positives. Les résultats de cette recherche permettront de capitaliser sur l'existant tout en assurant une approche programmatique pertinente promouvant l'équité.

L'appui du SNU a permis à 157,199 enfants dont 103,603 affectés par les crises humanitaires de recevoir des fournitures scolaires et à 17,030, enfants (7,133 filles) d'accéder à l'éducation et de bénéficier d'un environnement scolaire sécurisé et à l'épreuve de la COVID-19. Les progrès constatés en 2021 à l'échelle nationale suite aux efforts conjoints du gouvernement, du SNU et de ses partenaires sur la hausse de la demande d'éducation, entraînant une augmentation des inscriptions dans l'enseignement primaire (+5 %) et secondaire (+11 %) entre 2019 et 2021 seront à confirmer en 2022 lorsque les statistiques nationales seront disponibles.



## 2- SANTE



Pour le secteur de la santé, après avoir été durement touché par la pandémie de COVID-19 au cours de l'année 2020, ce qui a exacerbé les lacunes du système sanitaire tchadien, les mesures de résilience et de relance/reprise des activités initiées en 2021 ont été poursuivies en 2022.

En 2022, les performances de la vaccination de routine ont été améliorées et les maladies évitables par la vaccination ont été réduites, y compris la COVID-19, grâce au plaidoyer pour mobiliser des fonds publics pour une disponibilité suffisante des vaccins du PEV, l'évaluation et la mise à niveau de l'équipement de la chaîne ultra-froide, la sensibilisation et le

renforcement des capacités. En effet, sur la base des données administratives de janvier à octobre 2022, la couverture Penta3 est passée de 88 à 90 % entre 2021 et 2022, tandis que la couverture vaccinale contre la rougeole est passée de 81 à 84 %. 70% des districts sanitaires ont atteint une couverture Penta 3 d'au moins 80% (67% sur la même période de 2021).

L'accès aux médicaments antirétroviraux (ARV) pour les femmes enceintes séropositives est passé de 45 % à 53 % et de 20 % à 24 % pour les ARV pédiatriques (rapport annuel Programme national PTME, 2019).

Le renforcement des capacités des structures sanitaires ayant permis à 67% des formations sanitaires d'avoir pas connu de rupture en produits essentiels. La cible de 70% de structures soins obstétricaux néonatales d'urgence disposant d'au moins une sage-femme a été atteinte à 100%, néanmoins le pourcentage de mère connaissant le calendrier vaccinal prévu à 35% est resté à 8%. En 2022, la sensibilisation a permis à plus de 110,018 femmes a accepté les méthodes contraceptives modernes, mais aussi 62,500 adolescents et jeunes ont eu accès aux services de santé de reproduction.

En ce qui concerne la réponse à la pandémie de COVID-19, à la fin du mois d'octobre 2022, on dénombre 7,592 cas et 193 décès ont été enregistrés sur l'ensemble du territoire. Le SNU a soutenu la mise en œuvre de la vaccination contre le COVID-19 en routine et dans les campagnes de masse. La campagne du Bloc II, qui a ciblé 2,821,870 personnes dans 13 provinces a été organisée du 14 au 23 juillet 2022. Au cours de cette campagne, 1,515,593 doses ont été administrées (741,215 femmes et 774,378 hommes y compris) pour toucher 21,052 personnes appartenant au personnel de santé. Parmi la population cible, 1,493,168 personnes ont reçu la première dose et 22,425 personnes ont reçu la seconde.

En 2022, le système des Nations Unies a poursuivi les initiatives préventives pour obtenir des résultats à grande échelle sur la question de la lutte contre les malnutritions en soutenant la supplémentation en vitamine A. Celle-ci a touché un total de 4,447,354 enfants (couverture de 96.5 %).

La réponse à la COVID-19 ayant révélé des besoins significatifs en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les établissements de santé, guidée par les résultats de l'évaluation rapide des établissements de santé pour la Prévention et le Contrôle des Infections (IPC), le système des Nations Unies a pu mieux cibler, adapter son soutien et stimuler des approches innovantes prometteuses et rentables en matière de la Prévention et le Contrôle des Infections, en équipant les établissements de santé de matériel permettant de produire localement du chlore pour le traitement de l'eau. Au niveau du cadre normatif, sur les 10 documents de politiques, stratégies ou de normes prévus, 11 ont été élaborés ou actualisés et vulgarisés, permettant ainsi l'élaboration des différents plans d'action de développement des 23 provinces.



Les activités de vaccination réalisées de janvier à octobre 2022 ont permis d'avoir une couverture vaccinale administrative provisoire des enfants de 0 à 11 mois en Penta3 de 90% résultant dans une atteinte à 100% de la cible fixée. De plus, 70% des provinces du pays ont obtenu une couverture en Penta3 de 80%, marquant une progression de 3% par rapport à 2021. En 2022 le système des Nations Unies a apporté un appui au renforcement de la vaccination de routine avec l'introduction de la 2<sup>ème</sup> dose de vaccin anti rougeoleux (VAR) et du vaccin polio inactivé (VPI). De plus, le nouveau vaccin Polio (nOPV2) a été introduit à travers la réalisation d'une campagne nationale de vaccination supportée par le système des Nations Unies.

Les actions de plaidoyer et valorisation des données disponibles du SNU ont permis d'assurer le décaissement de US\$ 2,3 millions par l'Etat pour l'achat des vaccins. De plus, un accent a été mis par le système des Nations Unies sur le renforcement des aspects logistiques liés à la vaccination. Ainsi, plus de 90% des besoins en chaine de froid homologuée sont couverts pour la conservation des vaccins de qualité suite à l'installation des équipements financés par Gavi à travers la plateforme d'optimisation des équipements de chaine de froid et le renforcement du système de santé Gavi et le système des Nations Unies.

Pour le programme Prévention de la Transmission de la Mère à l'Enfant, la couverture sanitaire a progressé de 86% à 94.4% sur le plan national dans les 23 provinces et 97.44% dans les 13 provinces soutenues par le projet conjoint UNICEF/Fonds Mondial. Pour l'année 2022, ce sont 537,388 femmes enceintes (FE) qui ont effectué la première consultation prénatale (CPN1) parmi lesquelles 399,512 ont été dépistées au VIH et connaissent leur statut dont 391,574 qui ont retiré leur résultat. 4 101 FE soit 58.5% des cas attendus (4,101/7,000) ont été testées positives au VIH et reçoivent les ARV pour leur propre traitement et pour éviter la transmission du VIH à leurs enfants et rester en vie.

Plus de 37% (soit 144,905/363,185) des adolescents et jeunes de 10- 24 ans ont été testés et connaissant leur statut dont 469 sont positifs parmi lesquels 393 ont été mis sous ARV. Sur le plan de la prise en charge, 36.28% (3,628/10,000) des enfants âgés de 0-14 ans ont été identifiés et mis sous traitement ARV. En 2022, 284,691 jeunes et adolescents de 10-24 ans ont été sensibilisés en même temps sur la prévention du VIH et celle de la COVID-19 parmi ces jeunes et adolescents sensibilisés, 129,419 sont des filles dans la même tranche d'âge.

L'appui des Nations Unies a permis aux 76 femmes ayant des fistules d'être prises en charge de janvier à novembre 2022 pour une cible de 300 femmes attendues. De plus, 100% des structures SONU disposaient en 2021 d'une sage-femme formée. Ce dernier élément sera confirmé avec la mise à disposition des dernières données programmatiques.

Pour contribuer à la réduction de la mortalité due au paludisme, des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action (MILDA) ont été distribuées aux femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans, notamment dans le

cadre de la réponse aux inondations en 2022. Pour réduire la morbidité et la mortalité liées au paludisme, des campagnes saisonnières de chimio-prévention ont été organisées entre juillet et octobre 2022, considérés comme période de haute transmission, dans 62 districts sanitaires à risque répartis dans 14 provinces. Le système des Nations Unies a soutenu ces campagnes en fournissant des médicaments et des outils de communications.

Par rapport au domaine suivi/évaluation/étude, des progrès importants ont été réalisés en 2022 concernant la mise en place du District Health Information System 2 (DHIS2). En effet, les 129 districts sanitaires ciblés sont à présent équipés de ce système numérisé de collecte de données. Cette mise en place a été accompagnée de formations auprès des responsables du système d'information sanitaire (de tous les districts sanitaires, hôpitaux du pays) sur le DHIS2. Toutefois, ce succès se doit d'être mis en relief avec les limites associées à la mise en œuvre. Un suivi rapproché sera nécessaire pour assurer la qualité des données et continuer à renforcer les capacités techniques des utilisateurs. Par ailleurs, sur les 20 enquêtes planifiées en 2022,

seulement 8 ont pu être finalisées parmi lesquelles deux enquêtes Lot Quality Assurance Sampling (LQAS) réalisées au cours des campagnes de vaccination contre la poliomyélite en 2022.

Sur la base des données de janvier à octobre 2022, un total 269,166 enfants ont été admis et traités de la malnutrition aiguë sévère soit une couverture de 86% par rapport à l'objectif de 2022 (313,148). Le taux de guérison de 93% à l'échelle nationale est largement au-dessus du seuil des normes SPHERE de 75%.

Le SNU a contribué à la réalisation de changements majeurs à travers un plaidoyer pour la révision et la validation de la stratégie et du plan de mise à l'échelle des pratiques optimales de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE). De plus, le système des Nations Unies a réalisé une étude évaluative sur la chaine d'approvisionnement des aliments thérapeutiques prêt à l'emploi dont les recommandations pourront être utilisées en 2023 pour améliorer la disponibilité de ces intrants auprès des détenteurs de droit.

**En 2022, l'Etat tchadien a décaissé US\$ 2,3 millions pour l'achat des vaccins**



**4 101 Femmes enceintes soit 58.5% des cas attendus (4,101/7,000) ont été testées positives au VIH et reçoivent les ARV**

**269,166 enfants ont été admis et traités de la malnutrition aiguë sévère soit une couverture de 86%**

**36.28% (3,628/10,000) des enfants âgés de 0-14 ans ont été identifiés et mis sous traitement ARV**





### 3- EAU, HYGIENNE ET ASSAINISSEMENT



L'indice INFORM 2022 classe le Tchad au cinquième rang des pays les plus exposés aux crises humanitaires et aux catastrophes naturelles avec un score de 7.9 sur 10. En ce sens, l'année 2022 a été marquée par la continuité de l'adoption des documents de stratégie pour l'adaptation et la mitigation des effets du changement climatique sur l'environnement élaborés en 2021. Dans ces documents, le secteur eau, hygiène et l'assainissement a été considéré comme l'un des secteurs prioritaires d'intervention et devant être considéré dans les financements par des fonds climat.

En 2022, le système des Nations Unies a pallié à l'investissement limité du Gouvernement et des donateurs dans la mise en œuvre de la feuille de route pour mettre fin à la défécation à l'air libre par le biais d'opérations efficaces en aval, en assurant une extension rapide du programme d'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) grâce à l'engagement de cette dernière (en particulier les associations de femmes) et à

des stratégies efficaces de communication pour le changement de comportement. Afin de renforcer la redevabilité et l'apprentissage sur la thématique *"Mettre fin à la défécation à l'air libre"*, le SNU a réalisé en 2022 une évaluation formative, résultant en constats, leçons apprises et recommandations stratégiques et opérationnelles qui permettront d'accélérer l'atteinte de l'objectif de "zéro défécation à l'air libre d'ici 2030". Ainsi, l'implication des dirigeants locaux et des leaders d'opinion au niveau communautaire s'est avérée être une force motrice pour accélérer les résultats en matière de lutte contre la défécation à l'air libre. En outre, le renforcement des capacités des écoliers, des enseignants et des parents par le biais des clubs d'hygiène scolaire a permis d'améliorer les pratiques d'hygiène dans les écoles, notamment pour les filles en période de menstruation, grâce à la programmation intégrée de l'assainissement total en milieu scolaire mise en œuvre par le SNU.



L'approche Nexus humanitaire-développement-paix, qui consiste à cibler à la fois les populations touchées et les communautés d'accueil et à fournir à ces deux groupes un ensemble multidimensionnel de services (incluant la protection de l'enfance/les services psychosociaux, le soutien économique aux ménages par le biais de transferts d'argent, en plus de la santé, de la nutrition, de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, y compris l'hygiène menstruelle avec un kit de gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) innovant réutilisable fabriqué au Tchad) a permis l'atteinte des résultats dans les zones d'interventions.

L'analyse des indicateurs de l'effet 3 montre un progrès limité. De 2015 à 2020, le taux de défécation en plein air a légèrement baissé en passant de 66 % à 64 % ce qui représente une baisse de seulement 2% par rapport à 2015 (JMP 2021). En s'inscrivant dans la poursuite du plan d'accélération mis en œuvre depuis 2019 et malgré la COVID-19, 310 villages ont été déclenchés en 2022 et 577 ont été certifiés fin de défécation à l'air libre (FDAL) permettant à 617,271 personnes dont 320,981 femmes de vivre dans des communautés assainies. L'appui à la réalisation de latrines familiales additionnelles dans les différents sites de réfugiés, et l'engagement des réfugiés à réaliser eux-mêmes leur propre latrine, ont fortement contribué à la réduction de la défécation en plein air, bien que des efforts supplémentaires restent nécessaires.

Malgré un contexte de crise sanitaire et climatique, une réponse a été apportée avec efficacité et en synergie avec le Gouvernement et les organisations de la société civile aux besoins des communautés affectées. Les actions menées de janvier à octobre 2022 dans le cadre des différentes urgences, ont permis à 52,639 personnes d'accéder à l'eau potable et à 63,820 personnes d'avoir accès aux services d'assainissement de base. Aussi, 6,877 enfants de moins de 5 ans ont été admis pour le traitement de la MAS et ont reçu un kit WASH. Par ailleurs, 150,158 personnes ont bénéficié de kits WASH pour la lutte contre la COVID-19. Il est aussi à noter, qu'en plus de la réponse à la COVID-19, le secteur a dû faire face à différents afflux de réfugiés tout au long de l'année depuis les pays frontaliers (Soudan, Cameroun et République Centrafricaine) vers le Tchad. Les actions concertées, entre les différents acteurs ont permis d'apporter l'assistance adéquate dans la gestion de ces crises, en s'assurant d'un accès aux services d'eau et d'assainissement.

Dans les structures scolaires, la réalisation des infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement a permis à 35 écoles d'avoir accès au service d'eau potable via la construction de 76 points d'eau et à 17,190 élèves dont 8,788 filles de 36 écoles d'avoir accès à l'assainissement à travers la construction de blocs de latrines à cabines séparées filles/garçons. Aussi, 128 écoles représentant au moins 28,707 élèves ont bénéficié de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et à la gestion de l'hygiène menstruelle.

En ce qui concerne l'environnement favorable, le système des Nations Unies a apporté un appui au Gouvernement dans le processus de validation de la stratégie de Prévention et de Contrôle des Infections/WASH qui sera opérationnelle en 2023. Le système des Nations Unies s'est également engagé dans la réalisation de quatre activités de génération d'évidence pour renforcer la planification basée sur des preuves et orienter ses interventions sur les causes des privations, notamment sur les aspects liés au changement de comportement.



## Défis dans le domaine de développement du Capital Humain

Les fréquents changements de personnel au sein de l'organigramme des ministères demeurent un défi dans la consolidation des acquis et qui parfois ralentissent les progrès, notamment en matière de vaccination, de lutte contre le VIH et de santé communautaire. La période de 3 ans prévue par le Gouvernement pour une rotation du personnel représente une opportunité de renforcer le travail à un niveau plus décentralisé. De plus, malgré les gros efforts de recrutement faits en 2022, on note l'insuffisance des ressources humaines sur le plan qualitatif et quantitatif tant au niveau opérationnel que central. Le système des Nations Unies a renforcé l'implication et la responsabilisation des leaders traditionnels et par extension des communautés dans le processus de gestion des activités sociales de base. En raison de leur proximité et de leur autorité morale dans la communauté, les leaders traditionnels influencent le changement des normes sociales.

Les pesanteurs socio-culturelles continuent à handicaper la demande de services en général et nourrissent spécifiquement la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH et le SIDA et d'autres activités de la santé en faveur de l'enfant. Pour y remédier, le SNU va renforcer les interventions de communication pour le changement social et de comportement. Le SNU va poursuivre son engagement dans la responsabilisation et l'implication des communautés pour assurer l'adéquation entre besoins et interventions tout en renforçant leur durabilité.

On note surtout une absence persistante de cadre et de mécanisme de redevabilité à tous les niveaux avec un manque d'évaluation des interventions. Un plaidoyer sera fait par le système des Nations Unies pour plus d'engagement et de prise de conscience des responsabilités.

L'insécurité et le manque de financement ont été un quelques fois un frein pour la mise en œuvre de certaines activités programmées. En effet, l'atteinte des objectifs en matière de santé/nutrition/VIH a été perturbée par la pandémie de Covid-19. Cette dernière ayant absorbé une partie des ressources autant humaines que financières.



# Résultat stratégique 2 : « Protection sociale, gestion de crise et durabilité environnementale »

Ce résultat stratégique contribue aux piliers de l'Axe n°4 « la promotion d'une économie robuste et compétitive et l'amélioration de la qualité de vie des Tchadiens »

du Plan National de Développement (PND) 2017-2021 et s'inscrit dans l'Agenda 2030 sous les ODD suivants:



Il constitue la réponse contributive du système des Nations Unies aux causes structurelles des vulnérabilités des systèmes et des communautés au Tchad. Dans ce domaine, le Système des Nations Unies a contribué à travers les secteurs des services sociaux ayant mobilisé de nombreux investissements tant techniques que financiers en matière de la protection sociale et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces services ont des effets directs sur les conditions de vie de la population, particulièrement les plus vulnérables.

Sept agences du système des Nations Unies

(FAO, HCR, OCHA, OIM, PAM, UNFPA et UNICEF) participent à sa mise en œuvre avec la collaboration de six ministères, à savoir, Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale, Ministère de de la Production et de la Transformation Agricole; Ministère de l'Elevage et de la production animale ; Ministère de l'environnement de la Pêche et du Développement Durable; Ministère de l'administration du territoire de la Décentralisation et de la Bonne Gouvernance; Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux.







# 1- PROTECTION SOCIALE

En 2022, les efforts du système des Nations Unies ont permis la mise en œuvre programme de transferts monétaires. Ainsi, 81% de la populations ciblée a bénéficié des programmes de protection sociale inconditionnels le même niveau soit 81% ayant bénéficié des programmes de protection sociale conditionnel.

L'appui du système des Nations Unies a permis de contribuer au renforcement du mécanisme de coordination et de suivi de la Stratégie Nationale de protection sociale au niveau local. Ces connaissances ont permis la mise en œuvre le plan d'action de la nouvelle stratégie nationale de protection sociale (SNPS) ainsi que l'élaboration du programme de développement des communes du Nord. L'appui des nations Unies dans la mise en place des bases de données de qualité pour répondre adéquatement aux besoins des plus vulnérables a permis la mise en œuvre du

profil migratoire permettant le suivi continu des urgences sur les déplacements soudains des personnes, le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; ainsi que la mise à jour d'un registre commun de suivi des populations vulnérables.

L'appui du système des Nations Unies a permis la mise en place progressive de programmes de filets sociaux réguliers et adaptatifs aux chocs, au travers notamment du Projet Pilote de Filets Sociaux, du Projet d'Appui aux Réfugiés et Communautés d'Accueil ; et du Programme de Développement Inclusif des Zones d'Accueil, avec des transferts monétaires réguliers et des mesures d'accompagnement pour la lutte contre la pauvreté et le développement du capital humain. De même, le processus d'élaboration du Registre Social Unifié s'est poursuivi en 2022 qui à terme, regroupe l'ensemble des personnes vulnérables au Tchad dans une base de données en ligne,

facilitant ainsi le ciblage rapide des personnes vulnérables pour les différents programmes. L'appui des Nations unies dans le cadre normatif a contribué à élaboration et la mise en œuvre opérationnelle de la Couverture Santé Universelle notamment le document sur la stratégie de communication, le document sur le Dispositif d'Assurance Santé, modèles de prestation de soins et celui sur les compétences en RHS pour la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle. Le plaidoyer des Nations Unies ont permis la création et la nomination des dirigeants en 2022 de la Caisse Nationale d'Assurance, permettant au Gouvernement de démarrer avec le Régime 3 dédié aux plus démunis dans des districts prioritaires. L'identification des districts sanitaires concernés se basera sur les critères de pauvreté et d'accès aux soins des plus vulnérables.

Dans le cadre de la prévention contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), le système des Nations Unies poursuit la sensibilisation des travailleurs humanitaires, ainsi que les autorités locales et les communautés où des opérations humanitaires ont lieu sur ce type de violence basée sur le genre afin de les prévenir et de mettre en place un mécanisme destiné aux communautés pour signaler et reporter tous types de violence relevant de la prévention contre l'exploitation et les abus sexuels. En 2022, plus de 50 infrastructures communautaires ont été réhabilitées à cet effet en plus des 100 autres de 2021.

Le dialogue permanent des Nations Unies avec les chefs religieux et communautaires ont permis la création de 20 nouveaux comités de protection de l'enfant en 2022 en collaboration avec des organisations de la société. De même, l'implication active des chefs religieux et communautaires y compris les organisations de la société civile a permis à 76 nouvelles communautés de déclarer l'abandon du mariage d'enfants et les mutilations génitales féminines sur la cible de 100 pour l'année 2022.

A travers ses partenaires, le système des Nations Unies a mis en œuvre des stratégies pour prévenir la séparation des enfants, notamment en sensibilisant les communautés et les parents aux causes, aux conséquences et aux facteurs de risque de séparation des familles. En 2022, au total, 950 enfants séparés/non accompagnés, dont 392 filles et 558 garçons ont bénéficié de services de soins alternatifs et de réunification familiale.

Le Cadre national de Contingences Multirisques revue a permis la prise en compte de la dynamique des crises et la préparation des réponses aux urgences. Le système des Nations Unies a poursuivi en 2022, le renforcement des capacités des acteurs nationaux qui ont contribué à l'appropriation des actions de réponse humanitaire à tous les niveaux.



## 2- SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



Selon l'analyse du Cadre Harmonisé 2022, les productions agricoles ont enregistré un déficit céréalier comme l'indique le tableau ci-après. Les faibles productions obtenues sont bradées déjà à la période de production, voire vendues sur pied aux commerçants usuriers avant la récolte. L'appauvrissement et l'affaiblissement des ménages les rendent dépendants des

marchés et ne leur permettent plus de faire face aux crises récurrentes, à cause de leur faible pouvoir d'achat. En 2022, on estime que plus de 20 pour cent des ménages souffrent d'une sous-alimentation chronique. Ces déficits céréaliens enregistrés cachent des disparités importantes entre les zones agricoles.

Population au 30/04/2022 : 17 417 717 habitants				
POSTES	Riz (kg)	Blé (Kg)	Autres céréales (Kg)	Total (Kg)
1. Disponibilité	153826	15 503	2 129 883	2 299 213
2. Besoins	177 037	142 462	2 462 419	2 781 918
3. Excédent (+) / Déficit(-) Brut	-23 211	-126 958	-332 536	-482 705
4. Solde Import: Export	177 502	122	13 741	191 365
5. Excédent (+)/Déficit (-) Net	154 291	-126 837	-318 795	-291 341
Disponibilité apparente (Kg/hbt/an)	19,0	0,9	123,1	143,0

Source : Comité technique/ DPSA/MTPA 2022

En matière de mise en œuvre des politiques et stratégies ayant permis au Gouvernement du Tchad d'atténuer les facteurs de risque, d'empêcher la propagation des agents pathogènes (maladies des équidés), de lutter contre les maladies, de limiter autant que possible les incidences socioéconomiques des maladies et de veiller à la résilience des ménages et au rétablissement des populations d'équidés, le système des Nations Unies a appuyé le Gouvernement dans les domaines suivants en 2022 :

- Elaboration d'une stratégie nationale d'accès des ruraux au financement et au crédit à faible taux ;
- Elaboration d'une stratégie nationale de collecte, de traitement et de diffusion des données statistiques agricoles ;
- Validation de la Feuille de Route Nationale pour les Systèmes Alimentaires (FRNSA) et son adoption par le Gouvernement en Conseil des Ministres tenu le 18 mai 2022 ;
- Signature d'un Décret portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Organe National d'Orientation Agro-Sylvo-Pastoral et Halieutique et signature d'un Décret fixant modalités d'organisation la Semaine du Monde Rural ;
- Signature de 4 Arrêtés dont (i) portant Modalités de collecte, de traitement et de diffusion des données statistiques agricoles ; (ii) portant Agrément des activités de production, de distribution et de vente des intrants et équipements agricoles ; (iii) portant Modalités d'approvisionnement en intrants, matériels et équipements pour une agriculture durable et (iv) définissant les Règles techniques de l'évaluation de conformité, de labellisation et de certification des produits agro-sylvo pastoral et halieutiques.



En 2022, grâce au plaidoyer effectué par le système des Nations Unies d'importants efforts sont consentis en matière du financement du secteur agricole et alimentaire par le Gouvernement du Tchad. Ainsi, les exécutions globales des dépenses publiques du secteur Agricole et Alimentaire sont estimées en moyenne à 158,71 milliards de FCFA contre 245,33 milliards de FCFA en dotations, soit un taux moyen d'absorption des ressources de 64,72%. De même, l'appui du système des Nations Unies a permis l'adoption et la mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastoral et Halieutique (LOAH) et de ses textes d'application qui ont contribué à l'amélioration de la gouvernance et un environnement propice aux investissements privés dans le secteur agricole au Tchad. Le plaidoyer a en outre érigé le Réseau des parlementaires du Tchad pour la nutrition en Alliance Parlementaire de la République du Tchad pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le système des Nations Unies a appuyé la multiplication de 250 exemplaires supplémentaires de la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastoral et Halieutique et plus de 1,500 exemplaires des 6 textes d'application adoptés ont été reproduits et distribués aux acteurs nationaux qui en ont fait la demande.

L'appui dans la lutte pour atténuer les facteurs de risque, d'empêcher la propagation des agents pathogènes (maladies des équidés) qui a permis la baisse de la mortalité des ânes et chevaux dans la zone d'intervention.

Le pourcentage des producteurs ayant accès aux informations générées par le système d'alerte précoce et les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire est passé de 85% en 2021 à 95% en 2022. Le système des Nations Unies poursuit ses efforts pour renforcer les systèmes nationaux de sécurité alimentaire et d'information en collaboration avec le système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce (SISAAP), la Direction de la Production et de la Statistique Agricoles (DPSA) et la Direction de la Nutrition et de la Technologie Alimentaire (DNNTA). Ce système d'informations ont permis de révéler que 1 257 856 personnes étaient en phase de crise et 35 958 personnes étaient en phase d'urgence. C'est ce qui a permis de répondre au besoin d'une aide humanitaire, notamment une aide alimentaire gratuite, la vente de céréales à des prix modérés et d'autres activités de relèvement rapide et de renforcement des

capacités de nutrition, de santé, de moyens de subsistance et de résilience (SISAAP, mars 2022). L'appui du système des Nations Unies en 2022 a porté sur 120 000 agriculteurs et éleveurs pour qu'ils aient accès aux connaissances, aux intrants appropriés, à une technologie abordable et aux outils adéquats pour la production durable. Ainsi, la production maraîchère a été évaluée pour la campagne de contre saison froide 2021/2022 à 55,000 tonnes, soit une hausse d'environ 130%. Cette hausse observée en production par rapport à la prévision est la conséquence logique du renforcement de la capacité des bénéficiaires et l'intérêt que suscite la production maraîchère par sa valeur marchande. En matière d'intensification des systèmes de production résilients des exploitations agropastorales, 3 500 tonnes de semences pluviales et maraîchères (maïs, mil, riz, arachides tomate, gombo, oignon, Pastèque, concombre, piment, chou et poivron) ont été distribués à 55 300 ménages ayant permis une production estimée à 33 601 tonnes.

Le renforcement des capacités des 100 561 producteurs sur la maîtrise des techniques de production, de protection des cultures et de la vie associative ont permis d'accès 20 hectares de terre cultivable en collaboration avec les autorités coutumières et locales.

En 2022, l'équipe pays a poursuivi l'appui de la filière spiruline s'est qui a permis la production de plus de 2,5 tonnes comparées à 2 tonnes en 2021 de spiruline de qualité sur toute la chaîne de valeur. Plus de 250 ménages dont 22 % d'enfants de 6-59 mois et 24% des femmes allaitantes et enceintes ont bénéficié d'une alimentation de complément adéquate en utilisant le dihé (spiruline).

Selon l'analyse des données d'admission des cas de malnutrition aiguë sévère pour la période de janvier à avril 2022, il ressort que le nombre de cas attendus a été dépassé, avec

une couverture de 119% (93 562/78 349).

En 2022, il y a 20 petites et moyennes entreprises qui ont été identifiées et qui ont bénéficié d'appui en matière de transformation agroalimentaire moderne ; ce qui a permis de créer 22 opportunités d'affaires en place entre Transformateurs et opérateurs économiques, tandis que 14 228 groupements de producteurs ont reçu un appui technique et financier afin d'améliorer leur accès au marché (microcrédit, warrantage, formation des groupements...) sur une cible de 15 000. Ces groupements ont pu écouler 66% de leurs produits sur le marché grâce à la publication des bulletins mensuel diffusés portant les informations sur les principaux marchés avec l'appui du système des Nations Unies, cette proportion était de 60% en 2021.





# Les défis dans le domaine de protection sociale, gestion des crises et durabilité

Les défis dans ce résultat stratégique sont liés :

- Difficultés de créer nouveaux emplois pour les groupes vulnérables subsiste dans le domaine de la gestion des ressources naturelles ;
- L'insuffisance des investissements et des réformes foncières et institutionnelles ;
- La situation alimentaire et nutritionnelle s'aggrave particulièrement pendant la période de soudure ;
- Les conflits entre agriculteurs et éleveurs ou entre populations déplacées (réfugiés, retournés, rapatriés ou familles d'accueil) et communautés hôtes qui guident aux différentes formes d'insécurité.



# Résultat stratégique 3 : Gouvernance, paix et sécurité

Ce résultat stratégique 3 du cadre de coopération contribue aux priorités nationales ciblées dans le PND, notamment l'Axe n°2 « renforcement des bases de la bonne Gouvernance et de l'Etat de droit » et l'Axe n°1 « Renforcement de l'unité nationale » et s'inscrit dans l'agenda 2030 sous les ODD suivants:



Onze agences des Nations Unies sur les treize œuvrant au Tchad (FAO, HCR, OCHA, OHCHR, OIM, ONUDC, PAM, PNUD, UNFPA, UNICEF et UNESCO) participent à sa mise en œuvre. Elles sont donc plus nombreuses que sur les deux (2) autres résultats stratégiques compte-tenu de sa transversalité. Seize ministères sont impliqués dans sa mise en œuvre, à savoir :

- Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux ;
- Ministère de la Justice, Garde des Sceaux, chargé des Droits Humain ;
- Ministère de l'Administration du territoire de la Décentralisation et de la Bonne Gouvernance ;
- Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics ;
- Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale ;
- Ministère de la Formation Professionnelle et des Métiers et de la Microfinance ;
- Ministère de la Fonction Publique, de l'Emploi et de la Concertation Sociale ;
- Ministère des Sports, des Loisirs, de la Jeunesse et du Leadership Entrepreneurial ;
- Ministère de la Production et de la Transformation Agricole ;
- Ministère des Télécommunication et de l'Economie Numérique ;
- Ministère des Armées, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre ;
- Ministère de l'Elevage et des Productions Animales ;
- Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civile ; Ministère des Affaires

Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale ;

- Ministère de L'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable ;
- Ministère des Hydrocarbures et de l'Énergie ;
- Ministère de la réconciliation nationale et de la Cohésion Sociale.

La gouvernance inclusive, la démocratie, l'Etat de droit et la cohésion sociale ont constitué un défi majeur pour le Tchad et ses partenaires de développement en 2022. En effet, le Tchad a traversé plusieurs événements qui ont interpellé les Agences du système des Nations Unies. C'est le cas des conflits agriculteurs - éleveurs à répétition, des inondations, dont les conséquences impactent négativement sur les conditions de vie des populations affectées. On peut également noter comme événement majeur, l'organisation du Dialogue National, Inclusif et Souverain (DNIS) qui a abouti, entre autres, à la prolongation de la transition pour une période supplémentaire de 24 mois. Ainsi, en conformité avec les priorités nationales en lien avec le Plan de Travail conjoint, l'accent a été mis sur le renforcement des institutions afin d'améliorer la participation des populations dans les processus démocratiques et au dialogue national. La prévention des conflits communautaires et de l'insécurité, notamment par le biais de la mise en place d'infrastructures de paix et de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation et la surveillance des risques d'atteintes aux droits de l'Homme.



# 1- GOUVERNANCE



## Les Institution judiciaires

En 2022, pour le bon fonctionnement des institutions judiciaires, le système des Nations Unies a apporté des appuis et les résultats suivants ont été obtenus :

- Cinq (5) Tribunaux de Grande Instance du ressort de la Cour d'Appel de N'Djaména et de Sarh ont amélioré leurs performances au profit d'une bonne administration de la justice en termes de nombre de dossiers traités, de délai de traitement des dossiers et de rédaction des décisions de justice grâce à l'appui à l'organisation des audiences ;
- Quatre (4) maisons d'arrêt ont amélioré leur fonctionnement à travers la bonne tenue des registres de détenus et respectent davantage la gestion et le traitement des détenus selon les standards internationaux et les lois nationales ;
- Il y a eu 65 Magistrats (dont 10 femmes), membres de la Cour Suprême qui maîtrisent

les innovations du nouveau code de procédure civile, commerciale et sociale et sont en mesure de rendre et d'administrer une justice de qualité en la matière ;

- 100 autorités locales, administratives, traditionnelles et acteurs de la chaîne pénale ont une meilleure connaissance des techniques de règlement des conflits agriculteurs-éleveurs, et favorisent une vie sociale apaisée dans les provinces de Ouaddaï, le Sila et le Salamat ;
- 45 administrateurs et régisseurs (dont 8 femmes) du ressort des Cours d'appel (CA) de Sarh et de Moundou maîtrisent les dispositions légales, le mécanisme de réinsertion et de bonnes pratiques et sont à même de s'aligner sur les standards internationaux et les lois nationales en matière de gestion des détenus ;

- 60 régisseurs et agents de santé (dont 24 femmes) de la maison d'arrêt de Klessoum sont outillés sur le respect des droits des détenus et sont à même de respecter leurs droits et ceux des personnes vivant avec le VIH en milieu carcéral ;

- Une session de formation a été organisée en faveur de 40 Officiers de Police Judiciaire des Commissariats de Police de N'Djaména et de la Brigade de protection des mineurs sur les droits et la protection des enfants en conflit et en contact avec la loi.

Le problème de l'accès au droit et à la justice est encore plus aigu pour les femmes et les personnes privées de liberté. Grâce à la contribution du SNU à travers son programme d'assistance judiciaires, 1 529 détenus (dont 103 femmes avec 58 cas de Viol) qui sont des personnes vulnérables et des civils impliqués dans 522 affaires sont assistés gratuitement devant les tribunaux de

la Cour d'Appel de Sarh grâce à la collaboration entre le SNU et le Barreau du Tchad lors des audiences des chambres criminelles et des audiences ordinaires ; et 263 détenus dont 11 femmes et 13 mineurs ont retrouvé leur liberté grâce au volet Assistance juridique et judiciaire gratuite du projet dans les maisons d'arrêt des ressorts des cours d'appel de Sarh et de N'Djaména.

L'appui du système des Nations Unies dans le cadre du volet justice pour enfant, un accompagnement psychosocial et une prise en charge judiciaire ont été offerts à 208 enfants dont 161 garçons victimes de trafics, et de 47 filles âgées de 04 mois à 17 ans victimes de différentes formes de violences (viols, mariages forcés, détournement de mineurs, enlèvement, etc.). Un suivi judiciaire a également été offert à 288 enfants en conflit avec la loi âgés entre 13 et 17 ans parmi lesquels 8 filles et 280 garçons.

## Cohésion sociale

Dans le domaine de promotion de la cohésion sociale dans les communautés, le système des Nations Unies à travers le projet Fenêtre nationale de stabilisation a assuré la mise à disposition des moyens de subsistance en optant pour une entrée par les groupements et les unions des producteurs comme points de contact pour identifier les personnes les plus vulnérables ou les marginalisées afin de les faire bénéficier des appuis répondant à leurs besoins prioritaires.

Le projet a en outre capitalisé sur les comités de stabilisation et leur redynamisation. C'est ainsi qu'à Guité et à Mitteriné, dans la province du Hadjer Lamis, dans un contexte sociétal

assez conservateur, les Présidentes des Comités de Stabilisation ont lancé un signal fort en faveur de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles et de la lutte contre des violences ou discriminations basées sur le genre telles que le mariage précoce, les mariages d'enfants, les mutilations génitales féminines, ou la non-scolarisation des filles. Dans une société où la reconnaissance et la jouissance de leurs droits par les femmes restent une quête ardue, la présidente du comité de stabilisation de Guité incarne le progrès et l'espoir, celui de nombreuses femmes et jeunes filles qui aspirent aussi à l'émancipation et à l'égalité dans la localité.



## Sécurité

Dans le domaine de la sécurité, l'appui du SNU a porté sur le renforcement des capacités en Droits humains, la coordination civilo-militaire, la résolution et la gestion des conflits et la lutte contre les violences basées sur le genre. En 2022, un total de 75 acteurs intervenant dans le domaine des droits de l'Homme et des Violences basées sur le genre ont été formés dans les provinces du Hadjer Lamis et du Lac sur les techniques de constatation, de suivi et de reportage des droits de l'Homme et des Violences basées sur le genre, ainsi de l'accompagnement des victimes des Violences basées sur le genre.

Dans le domaine de la sécurité aux frontières, le SNU a appuyé la lutte contre la traite humaine et la sensibilisation par rapport aux risques liés à la migration irrégulières. Il s'est agit notamment de :

- L'établissement de deux (02) unités mobiles de gestion des frontières (camions MIDAS) à Zouarké et Ounianga-Kebir ;
- Formation de base de 08 agents de l'immigration de Zouarké et Ounianga en conduite et entretien des camions MIDA ;
- Formation de 35 agents de l'immigration de Faya, Ounianga, Zouarké et Wour sur l'utilisation et l'administration du Système MIDAS.

Le renforcement des capacités des acteurs du dialogue civilo-militaire en Droit de l'homme et Protection des civiles a permis aux acteurs d'améliorer connaissances dans les localités de

Guité, Baltram, Koulikimé et Ngalamia. Le niveau de connaissance des trois cent vingt – six (326) participants dont dix-huit (43) femmes a considérablement augmenté. Les bénéficiaires principaux de ces formations ont été : les membres des Comités de Stabilisation (CS), leaders communautaires et religieux, des autorités administratives, des chefs traditionnels, les Organisations de la Société Civile (OSC) et les Forces de Sécurité (FS)

En octobre 2022, les activités de formation ont permis de renforcer les capacités de 132 personnes dont 27 femmes composées de Forces de sécurité, les membres des comités de stabilisation, les autorités coutumières et administratives et les religieux, et les jeunes, sur la coopération civilo militaire dans la province du Hadjer Lamis, à Mitterine en vue de réduction des conflits.

En novembre 2022, les activités de sensibilisation ont permis de renforcer les capacités de 146 personnes dont 38 femmes composés Forces de défense et de sécurité, les organisations de la société civiles, les membres des comités de stabilisation, les autorités politico-administratives et les leaders religieux dans la province du Lac (Bagasola, Tchoukouboul, et Daboua) sur des thématiques axés sur le droit de l'homme, la lutte contre les terrorismes et la lutte contre les Violences basées sur le genre.

## Cohabitation pacifique

Pour une cohabitation pacifique une maison provinciale de la femme (Case de la Paix) construite et équipée au profit des femmes pour la paix et la cohésion sociale dans la province du Lac en partenariat avec ONU-FEMMES. C'est qui a permis à plus de 1000 femmes membres d'associations féminines, médiatrices, responsables et personnels de santé de camps de réfugiés, acteurs sociaux, autorités locales et provinciales, étudiant/es de Clubs ODD-VBG, enseignants universitaires formés sur la prévention et la lutte contre les VBG et la prévention et la gestion des conflits

Le système des Nations Unies a permis la mise en place de deux (2) Clubs universitaires ODD-VBG au sein des Universités de Sarh et de Moundou en vue de promouvoir les ODD et la lutte contre les VBG en milieu étudiantin. Le SNU a renforcé les capacités des 25 personnes vivant avec le VIH/SIDA, des jeunes et adolescents (dont 13 filles) de Moundou sur les dispositions, mécanismes et lois relatifs à leur

protection, ainsi que pour lutter efficacement contre la pandémie du VIH.

L'appui a permis de mettre en place deux centres d'écoute sécurisés qui ont assuré une prise charge holistique de 61 cas de VBG (50 femmes, 7 filles et 4 hommes), en collaboration avec les hôpitaux de Mani et Bol, une prise en charge judiciaire par un pool d'avocats puis une prise spécialisée par un psychologue et une gynécologue ;

En 2022, le plaidoyer du SNU a permis la mise en place d'un Groupe de travail sur l'e-Justice par arrêté ministériel et regroupe les principaux acteurs du système judiciaire tchadien en plus des agences du système des Nations Unies notamment le PNUD et le HCDH. Une feuille de route sur la mise en place de l'e-Justice a été élaborée et adoptée par les autorités et acteurs judiciaires réunis dans le cadre du Groupe de travail sur l'e-Justice.

## Plaidoyer

De même, le plaidoyer du SNU a permis la signature en octobre 2022 par le Président de la Transition du Décret d'application de l'Ordonnance 002 de 2020 qui donne mandat aux agents de santé comme de déclarer et d'enregistrer les naissances des enfants mais aussi de mettre en œuvre l'approche du guichet unique d'enregistrement des naissances. L'appui a permis à 167 946 enfants de moins de 5 ans d'être enregistrés à l'état civil parmi lesquels 140 181 enfants de moins d'un an. Par ailleurs, 862 officiers et agents d'état civil et, 1636 agents de santé ont été formés sur la nouvelle loi et sur le mécanisme d'interopérabilité entre les structures sanitaires et les services d'état civil. Ainsi, 5 guichets uniques d'enregistrement des naissances sont actuellement disponibles dans les hôpitaux de N'Djamena.

Le SNU a soutenu l'avancement de la condition de la femme au Tchad, notamment avec : (i) La relance du Code des personnes et de la famille, (ii) l'opérationnalisation de l'Observatoire pour la promotion de l'Egalité & du Genre et (iii) l'adoption et la mise en œuvre du Plan d'Action National de la Résolution 1325 du conseil de sécurité des nations unies iv) la participation importante des femmes au dialogue national

inclusif et souverain, au conseil national de transition et au Gouvernement d'Union Nationale. De même, l'appui a porté sur l'organisation de 17 conférences-débats (N'Djamena) sur le rôle et participation de la femme Tchadienne à la transition : enjeux et défis. Environ 2500 personnes dont plus de 2000 femmes impliquées dans le cadre de la Semaine Nationale de la Femme Tchadienne.

Dans le même cadre de renforcement de l'Etat de droit et relativement aux migrations, le SNU a soutenu l'Agence Nationale des Titres Sécurisés dans la délivrance des documents officiels, ayant permis à 2 500 personnes ont été enrôlées pour la délivrance des actes de naissances et 2 000 autres personnes ont été enrôlées pour la délivrance des Cartes d'identités nationales. L'équipe pays a accompagné le Gouvernement dans le développement d'une stratégie nationale de désengagement, dissociation, réintégration et réconciliation (DDRR) des anciens associés à Boko Haram et à l'Etat Islamique en l'Afrique de l'Ouest (EIAO). Ceci, grâce à la mise en place du système d'information, de conseil et d'orientation (ICRS) pour le triage et le profilage des anciens associés au Boko Haram et l'EIAO.





## Migrants

Le système des Nations Unies a appuyé la mise en place d'un outil de profilage des anciens combattants et associés à risque en vue de leur réintégration socio-économique, géré par le ministère du Genre et de la Solidarité Nationale. De même, le SNU a appuyé le Gouvernement dans la mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM). En février 2022, le Gouvernement – avec le soutien du Réseau des Nations Unies sur les migrations – a élaboré son deuxième Plan d'action national triennal (2022-2024) et a soumis son deuxième Examen national volontaire concernant la mise en œuvre du PMM au Tchad.

## Sécurité

Sur le plan législatif, le système Nations Unies a accompagné le Gouvernement dans multiples engagements, notamment :

- La domestication de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CRMW) est en cours. Un comité technique interministériel qui travaille sur ce processus a été mis sur pied en janvier 2022 et a déjà établi un projet de loi et de décret ;
- La mise en œuvre de la Convention de Kampala sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées internes, pour laquelle un projet de loi et de décret a déjà été établis ;
- Une évaluation exhaustive des politiques tchadiennes liées à la migration a été effectuée dans le cadre du processus des Indicateurs de gouvernance des migrations ;
- La toute première étude sur l'impact des transferts de fonds de la diaspora tchadienne sur le bien-être des ménages a été réalisée et un guide sur les transferts de fonds et des investissements au Tchad a été développé.

Le SNU a soutenu bien d'autres activités de renforcement de l'Etat de droit, et non des moindres, notamment des appuis techniques et financiers à la mise en place des institutions de transition dans le processus et l'organisation du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS). Dans ce cadre, les différents appuis ont été :

- Soutien à l'opérationnalisation des institutions de l'Etat par la dotation en moyens roulant, matériels et informatiques ;
- Soutien à l'organisation de 73 dialogues et pré-dialogues (23 pré-dialogues nationaux, 19

pré-dialogues à l'extérieur, 31 sessions de travaux du DNIS) ;

- Contribution au développement du plan de communication et au processus de mise en place du site web du CODNI ;
- Soutien technique consultatif aux 220 experts nationaux repartis dans les 5 sous-comités du comité technique (CT) ;
- Appui à l'élaboration d'un projet de méthodologie y compris le quota de participants élaboré et soumis au Premier ministre ;
- Appui à la formulation d'un projet de règlement intérieur du dialogue ;
- Appui à la tenue de 06 conférences débats publics avec les forces vives nationales et les corps diplomatiques et organisations internationales sur la démocratie et le développement en prélude au dialogue. Environ 1 600 personnes (hommes, femmes, étudiants, partis politiques, OSC...) sont impliquées ;
- Soutien aux 04 experts au ministère et appui technique au sites web mis en place ;
- Appui au partage et/ou diffusion sur son site web dédié, ses comptes Twitter, YouTube et Facebook, afin d'atteindre davantage de personnes dans le pays, la région et la diaspora ;
- Appui à la tenue de 02 missions de préparation des Négociations avec les politico-militaires à DOHA et à Khartoum ayant permis la participation de 32 groupes politico militaires au DNIS ;

- Organisation de 04 journées de réflexion sur la transition et le DNIS (Primature, MECRND, CODNI, UA, UE, PNUD, OSC, UNFPA) pour évaluer l'An 1 de la transition au Tchad en termes de défis et perspectives ;
- Soutien à la réalisation d'une enquête de perception de la population sur la transition ;
- Organisation de 02 comités de pilotage et 03 comités techniques ;
- Un soutien pour la gestion de l'évènement et à l'opérationnalisation des cellules du DNIS ;
- Un soutien à la documentation du DNIS par la mise à disposition de 1750 kits des participants (documentation du dialogue, sac, badges, invitation, etc.) ;
- Soutien matériel (kits télé gonflable, sonorisation et lumière, ordinateurs, imprimantes multifonction, photocopieur de grande capacité, fournitures de bureau).

Grâce à l'appui du système des Nations Unies, des milliers de Tchadien se sont appropriés le DNIS. Les contributions ont consisté en :

- Un soutien à la participation des jeunes et des personnes handicapées ;
- Un soutien à la campagne d'affichage et de diffusion publique par l'installation de 88 affiches géantes et la diffusion du direct des travaux du dialogue par 23 kits d'écrans gonflables mobile ;
- Appui à la sensibilisation et à l'appropriation par 18 organisations de la société civile, 03 collectifs d'artistes ;
- Un soutien aux médias et aux autres organes de communication pour surveiller et fournir au public des informations éclairées et précises sur les processus de transition politique à travers un soutien financier à 73 médias nationaux et la mise en place d'un centre de média sur le site du Dialogue National Inclusif

## Coopération

Au titre de la coopération avec les mécanismes internationaux et régionaux des droits de l'homme, le SNU a appuyé le Comité interministériel de suivi des engagements internationaux de l'Etat en matière de droits de l'homme à résorber de retard dans l'élaboration du rapport initial du Tchad sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, et du projet de 4<sup>ème</sup> rapport périodique sur la mise en œuvre de la Charte africaine des droits de l'homme et des Peuples. De même, le SNU a appuyé le comité interministériel pour la préparation de la synthèse du rapport périodique en vertu de la Convention relative aux Droits de l'Enfant pour lequel le Gouvernement a opté pour les procédures simplifiées en vue de rattraper le retard cumulé dans le respect du cycle de rapportage.

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen périodique universel du Conseil des Droits de

l'Homme et au titre du renforcement institutionnel, le SNU a doté le Comité interministériel de suivi des engagements internationaux en matière de droits de l'homme, de matériels et équipements divers destinés à rendre opérationnel son Secrétariat permanent. Un appui technique a également été apporté au ministère de la Justice Chargé des Droits Humains pour renforcer la protection juridique des défenseurs des Droits de l'Homme.

A cet égard, un avant-projet de loi sur la Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme ainsi qu'un document de plaidoyer ont été élaborés. Par ailleurs, ses activités de plaidoyer auprès dudit ministère ont conduit à la mise en place suivant Décret N° 2210/PCMT/PMT/MFFPE/2022, d'un Observatoire de la Promotion de l'Égalité et de l'Équité de genre au Tchad. Enfin, le SNU a appuyé le Comité interministériel à se doter d'un plan stratégique triennal.



## La transition politique

Au titre du projet d'Appui à une transition institutionnelle et politique inclusive et apaisée au Tchad, le SNU a renforcé les capacités du personnel pénitentiaire du Centre de N'Djamena sur les droits des personnes détenues et contribue au respect par l'Etat Tchadien de ses engagements internationaux. D'autres actions importantes de renforcement de capacités des acteurs étatiques et non étatiques ont été également réalisées. Ainsi,

- En janvier 2022 à Doba, 15 représentants (dont 3 femmes) du comité local de dialogue éleveurs-agriculteurs, d'organisations de développement et de la société civile du Logone occidental ont été informés des résultats d'une étude sur les causes profondes des conflits entre éleveurs et agriculteurs et en mesure de contribuer à la pacification et à la résolution des conflits.

- En février 2022 à Dandy, 15 représentants (dont 1 femme) de la Direction des droits de l'homme et de l'administration pénitentiaire du Ministère de la Justice et des droits humains, de la Commission Nationale des droits de l'homme et du collectif des Associations de défense des droits de l'homme ont bénéficié d'une formation sur la rédaction de stratégies pour la réalisation de la cartographie des cas de violation des droits de l'homme et de la Commission de vérification des cas de détentions illégales et les bénéficiaires sont en même d'en évaluer la situation.

- En mars, à Sarh, Doba et Moundou, 90 (dont 6 femmes) leaders religieux, politiques, organisations de défenses des droits de l'homme, des jeunes et des femmes ont échangé sur les enjeux du dialogue inclusif du point de vue des droits de l'Homme et sur la pertinence d'une politique nationale des droits de l'Homme et sont en mesure d'accompagner techniquement le gouvernement à son élaboration

- En mars à Doba, 59 (dont 31 femmes) leaders religieux, politiques, organisations de défenses des droits de l'homme, des jeunes et des femmes ont été formé-e-s sur l'Examen périodique universel comme outil de plaidoyer et sont en mesure de contribuer à l'amélioration de la situation des droits de l'Homme.

- En mars 2022 à Moundou, 39 (dont 17) membres appartenant au Réseau des

organisations de droits de l'Homme ont bénéficié d'une formation sur les techniques de monitoring et d'établissement sur les droits de l'Homme et sont en mesure de contribuer au renforcement de la protection des droits de l'Homme.

- En mars et avril 2022 à Abéché, Mao, Bongor et N'Djamena, 294 (dont 66 femmes) leaders religieux, politiques, organisations de défenses des droits de l'homme, des jeunes et des femmes ont participé aux forums sur les droits de l'Homme avec l'appui du HCDH en prélude à la tenue du DNIS et ont été en mesure de proposer des contributions au DNIS pour l'amélioration de la situation des Droits de l'Homme.

- En août 2022 à Koundoul, 35 responsables (dont 18 femmes) d'organisations de défense des Droits ont bénéficié d'une formation renforcée sur les techniques de rapportage des violations des droits de l'homme en période de transition et ont été en mesure d'en évaluer la situation.

- En septembre à N'Djamena, 20 représentants (dont 1 femme) de la CNDH et d'organisations des droits de l'homme ont été briefés sur les enjeux de l'accord de Doha sous l'angle des engagements internationaux du Tchad en matière de droit de l'Homme et ont été en même de contribuer à leur prise en compte dans les recommandations issues du Dialogue National.

- En juillet à Koundoul, 12 représentants (dont 2 femmes) du Ministère de la Justice, de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, et d'Associations de droits de l'Homme ont bénéficié d'un appui à l'élaboration d'outils de collectes des données dans le cadre du projet cartographie et vérification de la légalité des conditions de détention et ont été en mesure d'exécuter leur mission dans les localités visées par le projet sur la base d'une méthodologie de réalisation à laquelle ils ont été formés.

- A Bakara, en août et septembre, 89 enquêteurs (dont 15 femmes) ont bénéficié d'une formation sur la méthodologie de réalisation de la cartographie des cas de violation des droits de l'homme au Tchad.



## 2- Consolidation de la paix

En 2022, des progrès notables sont enregistrés plusieurs changements induits suite à la contribution à la résolution des conflits communautaires et la citoyenne. Ce sont principalement :

- 70 000 auditeurs, avec 30 000 femmes sensibilisés sur la citoyenneté à travers les médias communautaires ;
- 100 autorités administratives et traditionnelles ont pris part aux concertations sur l'identification des mécanismes de prévention et de résolution des conflits agriculteurs -éleveurs dans la province du Ouaddaï, du Salamat et du Sila ;
- Finalisation de l'étude sur la typologie et la cartographie des conflits, par le cabinet EGI (Version provisoire). 07 types de conflits coexistent à l'Est du Tchad dans la zone de l'étude (Ouaddaï, Salamat, Sila), dont le plus meurtrier est le conflit agriculteurs-éleveurs.

- La contribution dans la Lutte contre l'extrémisme violent est également considérable. Ainsi :
- 50 autorités administratives et traditionnelles de N'Djaména et Bol, avec 10 femmes, associés aux réflexions sur le centre de transit et d'orientation au Tchad ;
- 2 arrêtés provinciaux portant mise en place des mécanismes de gestion des conflits agriculteurs-éleveurs sont signés respectivement par les gouverneurs du Ouaddaï et du Salamat ;
- 100 autorités locales administratives, traditionnelles et acteurs de la chaîne pénale (M-97, F-03) ont renforcé leurs capacités et disposent des outils nécessaires à l'analyse et au traitement approprié des conflits agriculteurs

éleveurs ;

- 18 000 personnes, garçons et filles, dont 8800 femmes et filles sensibilisés contre l'extrémisme violent et la radicalisation ;

- Six plateformes communautaires re-dynamisées pour la promotion du dialogue communautaire sur les dangers de l'extrémisme violent et la consolidation de la paix, et 174 membres formés sur les techniques organisationnelles, la consolidation de la paix et les droits de l'homme ;

- 7500 femmes environ sensibilisées sur l'extrémisme violent, le leadership féminin, l'enrôlement volontaire par les groupes extrémistes, les droits humains essentiels ;

- 02 système d'alerte précoce sont mis en place au Lac et au Hadjer Lamis et renforcés ;

- Plus de 12 000 jeunes mobilisés dans des initiatives de mobilisation sociale et citoyenne au niveau communautaire dont 40% de jeunes femmes et filles ;

- Plus de 900 femmes formées et engagées dans la lutte contre l'extrémisme violent et la limitation de l'enrôlement volontaire par les groupes extrémistes. ;

- Dans la promotion du genre, 200 autorités formées à la résolution 1325 du CSNU et 900 femmes engagées dans la sensibilisation.

- 475 femmes ont bénéficié de microcrédit rotatif, comme moyen de limitation de l'enrôlement volontaire des femmes et jeunes filles par les groupes extrémistes, dans les localités du Lac (Bol, Bagasola, Liwa) et le Hadjer Lamis ( Massakory, Mani, Mittériné, Mahada, Guitté).



### 3- Croissance inclusive



Après deux années de récession, avec un taux de croissance de -2,2% en 2020 et -1,1% en 2021, le Tchad a enregistré un taux de croissance positif de 3,3% en 2022, essentiellement du fait de la forte hausse des prix des produits pétroliers consécutive à la crise ukrainienne. Cette croissance sera accompagnée d'une amélioration significative des soldes budgétaires et de la balance des paiements.

Cependant, bien que les relations commerciales entre le Tchad, l'Ukraine et la Russie soient marginales, la crise ukrainienne a entraîné une flambée des prix des produits importés, y compris les denrées alimentaires, ce qui a contribué à accentuer l'insécurité alimentaire. Selon les données de l'Institut de la statistique et des études démographiques, en glissement annuel (Octobre 2021 - Octobre 2022), l'indice des prix à la consommation avait connu une hausse de 8,3 points de pourcentage, dont 16,5 points pour les produits alimentaires. Ce taux a atteint 19,7 points pour les pains et céréales et 35,5 points pour les huiles et graisses.

En outre, malgré quelques progrès, il y a beaucoup à gagner sur le front de la transparence budgétaire. En effet, le score de transparence budgétaire qui était de 12 sur 100 en 2021, a chuté en 2022 pour se situer à 6 sur 100. Par ailleurs, le budget citoyen est faiblement exhaustif et ne prend pas en compte les besoins du public en matière d'informations budgétaires.

Par ailleurs, le Tchad consacre une part importante de ses revenus (plus de 14%) au service de la dette, ce qui risque d'impliquer une réduction de l'espace budgétaire disponible pour la réalisation des objectifs de développement durable. Bien que le pays ait conclu le 11 novembre 2022 un accord pour la restructuration de sa dette extérieure au titre du cadre commun du G20, cet accord ne concerne que l'extension de la durée de remboursement mais ne propose pas une réduction réelle de la dette ce qui ne favorise pas un allègement du fardeau du service de la dette.

C'est dans ce contexte que, à travers un exercice inclusif impliquant tous les acteurs et partenaires, le Gouvernement a entrepris avec l'appui des Nations Unies l'élaboration du nouveau Plan National de Développement ainsi un processus engagé en vue de la mise en place d'un Cadre National de Financement Intégré (CNFI) pour accompagner la mise en œuvre du Plan National de Développement.

Les appuis techniques et financiers du SNU en 2022 ont permis de réduire le taux de sous-emploi chez les jeunes (formel et informel) et d'augmenter les taux d'emplois (formel et informel), respectivement de 37% à 35% en 2021 ; et de 55% à 60% en 2022. Ceci à travers :

- 475 femmes ont bénéficié de microcrédit rotatif, comme moyen de limitation de l'enrôlement volontaire des femmes et jeunes filles par les groupes extrémistes, dans les localités du Lac(Bol, Bagasola, Liwa) et le Hadjer Lamis ( Massakory, Mani, Mittériné, Mahada, Guitté) ; ;
- Nombre de Petites et Moyennes Entreprises créées en 2022 est de 2 300 en plus des 2 500 créée en 2021 ;
- Nombre de groupements de producteurs recevant un appui technique et financier afin d'améliorer leur accès au marché (microcrédit, warrantage, formation des groupements...) a atteint 14 228 en 2022 alors qu'il était de 4 299 au début du programme et 5 000 en 2021 ;
- Nombre de personnes vulnérables qui utilisent les PME pour la production dans les zones cibles du programme est de 20 400 en 2022 alors qu'il était de 3 400 eu début de programme contre 17 000 en 2021 ;
- Nombre de nouveaux emplois créés pour les groupes vulnérables dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, les PME, l'agriculture durable, la gestion des déchets est de 80 500 alors qu'il était de 15 000 en 2017 contre 60 000 en 2021 ;
- 257 femmes ont été formées sur les petits métiers et 575 femmes membres des groupements sur l'entrepreneuriat ; suite à ces formations, 18 groupements féminins (500 femmes) ont bénéficié de matériels de

séchage de poissons/fruits, matériels agricoles et 312 autres groupements ont été appuyés en cash transfert en collaboration avec Moov Africa ;

- 515 personnes dont 218 femmes (autorités administratives, militaires, personnels du secteur de l'éducation, les associations des jeunes et femmes et 338 agents de mobilisation dont 274 femmes (relais communautaires et femmes agents de mobilisation) ont été formés sur les techniques de communication, la consolidation de la paix et la promotion des droits des femmes ;
- 4 060 personnes dont 2 150 femmes, 1 026 hommes et 393 adolescents(es) ont été mobilisés et promeuvent les droits des femmes, l'égalité des genres et le leadership féminin ;
- 65 leaders traditionnels formés sur l'animation des dialogues communautaires et la prévention, la résolution pacifique des conflits.

En 2022, le SNU a appuyé techniquement et financièrement le Gouvernement du Tchad dans l'évaluation finale du plan national de développement (PND 2017 - 2021) et dans l'élaboration des cinq (5) rapports thématiques en vue de l'élaboration du nouveau plan national de développement (PND 2024 - 2028).

En matière de renforcement du système de gouvernance locale, le SNU a appuyé le renforcement des capacités du comité provincial d'actions (CPA) et des acteurs locaux de la province du Moyen Chari en gestion axée sur les résultats, en approche droits humains et en analyse des risques. Ceci a facilité la participation active de ces acteurs locaux au processus d'élaboration du plan de développement provincial. L'appui aux 20 groupements féminins dans la Province du Lac en matière d'activités génératrices de revenus ou elles ont reçu des matériels de séchage de poisson/légumes, de cultures saisonnières, permettant ainsi l'autonomisation et la promotion de l'entrepreneuriat des femmes de la province.



## Les défis dans le domaine de la gouvernance, paix et sécurité

Les difficultés rencontrées lors de la mise en place des activités dans ce groupe de résultats sont :

- Plusieurs projets développés par les agences en appui à la réalisation du cadre de coopération au développement devraient se concevoir à l'avenir dans le cadre de programmes conjoints par souci de rationalisation des interventions et pour plus d'impacts pour les bénéficiaires qui dans la plupart des cas sont les mêmes.
- C'est également le cas en ce qui concerne les zones d'intervention de projets et programmes, les partenaires nationaux d'exécution et les domaines d'intervention.
- L'opérationnalisation du Nexus Humanitaire - Développement - Paix avec l'inclusion des réfugiés, déplacés et les autres personnes dans les paquets d'activités. Le travail est surtout centré sur le plaidoyer auprès du Gouvernement, des autorités locales, mais aussi auprès des autres Agences du système des Nations Unies, des ONG nationales et internationales, des bailleurs et les institutions financières.

## Partenariats pour le financement de l'agenda 2030



Pour contribuer à l'accélération de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Tchad à travers une meilleure appropriation des ODD par les jeunes et leur participation active au niveau local, le SNU a mis en place un club de sensibilisation sur les ODD et Violences Basées sur le Genre à l'université de Sarh. Une première au Tchad.

Le respect de la diversité et la participation des femmes et des jeunes dans l'utilisation des infrastructures (Collèges d'enseignement général, centres de santé, etc.) constitue une des innovations. Ainsi, des femmes et des jeunes ont pris part à toutes les étapes et la définition des priorités en matière de conception, de construction et de fonctionnement des infrastructures pour que celles-ci contribuent effectivement au développement égalitaire.

Dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et les objectifs de développement durable à travers le cadre de coopération en 2022, le SNU a créé plusieurs partenariats avec les Partenaires Techniques et Financiers et avec les Organisations Non-Gouvernementales tant nationales qu'internationales. Des concertations multisectorielles, y compris avec les partenaires techniques financiers et des missions aux niveaux des services déconcentrés, ont permis de faire le renforcement des capacités techniques des services de l'Etat.



# 3 MECANISMES DE GESTION ET DE COORDINATION



Le SNU au Tchad est dans une quête permanente de cohérence, d'efficacité et d'efficience pour avoir plus d'impact sur les bénéficiaires et une meilleure visibilité de leurs interventions auprès de du gouvernement et des partenaires, les mécanismes de coordination du cadre de coopération sont seuls gages de sa mise en œuvre effective. Pour se faire, la partie nationale assure son rôle de leadership dans le processus de suivi des actions du système des Nations Unies.

Ainsi, pour plus d'efficience, le SNU s'appuie sur

le comité national conjoint de pilotage, qui sont des instances stratégiques, mais aussi sur l'équipe de gestion des programmes et l'équipe de gestion des opérations. Pour plus de cohérence et d'efficacité des interventions, elle s'appuie sur les groupes de résultats et les groupes thématiques qui sont des instances techniques. Ce mécanisme de coordination se repose également sur le maintien du leadership de la partie gouvernementale, la participation des acteurs non étatiques, la focalisation sur les résultats et la redevabilité, la promotion des activités conjointes multisectorielles.



Figure 3 : Dispositif de pilotage UNDAF 2017-2023



# 4 EVALUATION FINALE DU CADRE DE COOPERATION 2017 - 2023



L'évaluation finale indépendante du cadre de coopération a été faite avec une équipe de trois consultants dont un international d'octobre 2021 à mars 2022. L'équipe de suivi et évaluation de l'équipe pays des Nations Unies en collaboration avec la Cellule de suivi des programmes des Nations Unies du Ministère en Charge du Plan a assuré le suivi de la réalisation de l'évaluation.

Au total 12 provinces de concentration des activités des Nations Unies ont été visitées selon les critères milieu (urbain et rural), l'accessibilité et la diversité des interventions (intervention pour le développement et interventions humanitaires) respectivement, en tenant compte aussi de la diversité des partenaires de mise en œuvre et des

donateurs. Soit 114 entretiens individuel et 36 focus groups. 20 institutions gouvernementales, 11 ONG et 6 donateurs. Les recommandations suivantes ont été retenues :

## Recommandations stratégiques

- ✓ Développer un partenariat diversifié et stratégique avec les institutions nationales, les donateurs, les organisations non-gouvernementales et les organisations de la société civile pour une forte adhésion et implication dans les activités des agences du système des Nations Unies sur le terrain ;
- ✓ Elaborer une stratégie de sensibilisation et de communication autour du concept et des résultats du cadre de coopération ainsi que sur les mécanismes de coordination pour promouvoir une meilleure cohérence afin assurer son appropriation.

## Recommandations programmatique

- ✓ Focaliser le prochain cadre de coopération sur le Nexus humanitaire développement et paix ;
- ✓ Favoriser l'accès aux informations et aux données aux grand public en rendant plus dynamique le système d'information sur les indicateurs de performance
- ✓ Développer davantage la synergie dans les interventions inter-agences comme les programmes conjoints existants pour une meilleure optimisation des ressources et d'impacts sur les bénéficiaires.
- ✓ Accentuer le plaidoyer auprès de l'État en vue d'obtenir son engagement plus accru en termes de leadership, de mobilisation des ressources internes, de développement de nouveaux partenariats pour la réalisation des objectifs de l'UNDAF
- ✓ Accorder des moyens suffisants au suivi-évaluation des interventions post projets en vue d'une meilleure capitalisation des acquis et des progrès.



## Recommandations résultat stratégique 1

- ✓ Renforcer le plaidoyer auprès du Gouvernement pour la généralisation de l’enseignement préscolaire à tous les niveaux en vue d’assurer le développement cognitif de l’enfant en lien avec celui du capital humain ;
- ✓ Initier une approche holistique (accès à l’enseignement préscolaire, cantine scolaire, internat de jeunes filles, changement des normes sociales) en vue de faire le lien entre éducation, santé de la jeune fille, mariage précoce et MGF (Mutilations Génitales Féminines) ;
- ✓ Renforcer la chaîne de distribution des produits contraceptifs, des vaccins par un mécanisme plus efficace de gestion des commandes et des livraisons de manière à limiter les retards et les ruptures de stock dans les points de prestation de services ;
- ✓ Développer de nouveaux partenariats pour mobiliser des ressources additionnelles en vue de combler le gap des ODD dans ce secteur.

## Recommandations résultat stratégique 2

- ✓ Mettre en place une plateforme de valorisation des résultats des recherches et l’acquisition des connaissances ;
- ✓ Renforcer le plaidoyer pour la mise en œuvre des politiques et stratégies existantes pour améliorer la résilience des moyens de subsistance ;
- ✓ Augmenter la couverture de personnes vivant dans un ménage par au moins un programme du socle de protection sociale, incluant celle de l’enfant, l’éducation et la santé.
- ✓ Renforcer la mise en œuvre du programme national de filet sociaux, en étroite collaboration avec le gouvernement, afin de faire face aux vulnérabilités croissantes causées par une multiplicité de facteurs tels que le changement climatique et d’autres chocs

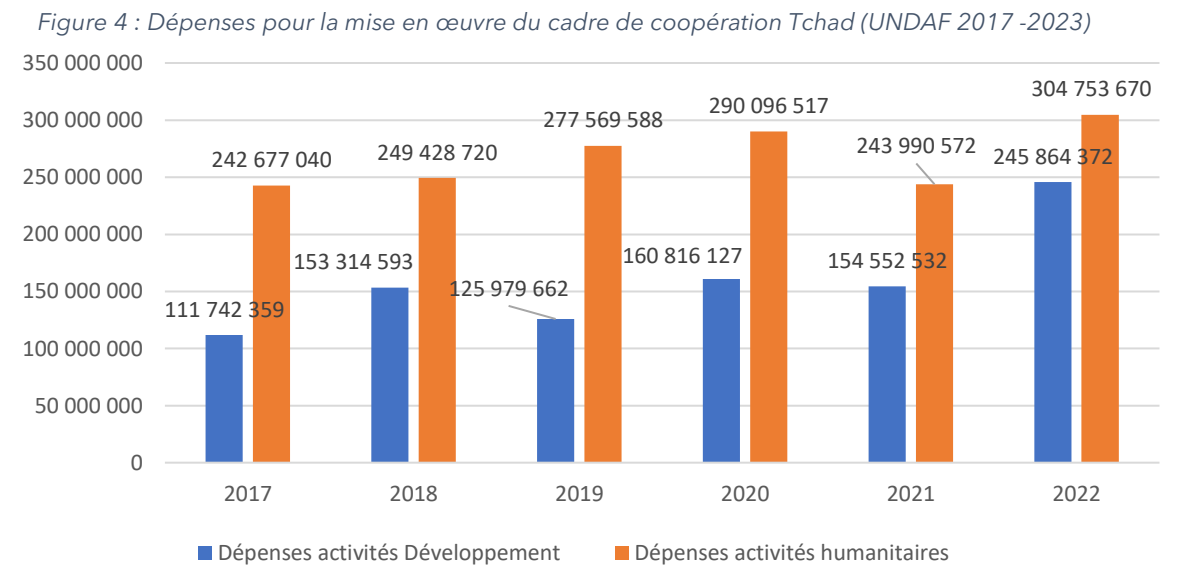
## Recommandations résultat stratégique 3

- ✓ Accentuer le plaidoyer en faveur de l’application des textes et de l’amélioration du taux de participation des femmes dans les fonctions nominatives et électives ;
- ✓ Poursuivre le renforcement des capacités des acteurs nationaux en termes de planification, de programmation, de suivi et évaluation des politiques et programmes ;
- ✓ Poursuivre l’appui aux Comités Locaux de Paix dans la prévention des conflits tant en milieu urbain qu’en zones rurales ;
- ✓ Mettre en place des dispositifs de suivi-évaluation de la performance des Comités Locaux de Paix et des leaders communautaires ;
- ✓ Renforcer les initiatives en faveur des opportunités d’emplois pour les jeunes et les femmes en vue de leur insertion économique.

# 5 APERCU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES



Au cours des six dernières années globalement sur l’UNDAF 2017-2023, le système de Nations Unies a dépensé environ **\$2,5 milliards** (activités de développement et activités humanitaires) qui est largement au-dessus des **\$2,0 milliards** estimatives cumulées sur les six ans. Les dépenses du système des Nations Unies sur les activités humanitaires sont en augmentation presque régulière chaque année. Celles des activités de développement sont variables. Globalement, il y a eu plus de dépenses pour la mise en œuvre du cadre de coopération en 2022 que les années antérieures.



Source : Financial tracking service OCHA et rapports revues annuelles cadre de coopération

En 2022, au total, \$294 millions ont été planifiées, \$309 millions étaient mobilisés dont \$246 millions dépensées soit 79% du taux de dépenses. Cette situation financière varie d’un secteur du cadre de coopération à un autre comme le montre ci-dessous dans le *tableau 2* et *figure 9*

En 2022, les dépenses effectuées au titre du secteur de la santé (Effet 2) représentent 44%, suivies de loin des dépenses du domaine de la protection (Effet 4) qui représente 15% et du secteur de l’éducation (Effet 1) représente 14%. C’est dans le secteur de la croissance inclusive (Effet 7) qu’on enregistre le plus faible taux de dépenses de 1%.



# 6 OBJECTIFS CLES DE L'EQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR 2023



## Résultat Stratégique développement du capital humain

### Dans le domaine de l'Education

- ⌚ Poursuivre le dialogue politique sur la question de la durabilité du financement du secteur de l'éducation et de renforcer les systèmes nationaux de cadrage financier, planification et d'exécution du budget du secteur de l'éducation
- ⌚ Etendre et de documenter la mise en œuvre des interventions intersectorielles qui visent l'inclusion, la scolarisation des filles et l'autonomisation des femmes ;
- ⌚ Appuyer le renforcement des activités d'évaluation des apprentissages des élèves et de renforcement des capacités de suivi pédagogique dans les écoles ;
- ⌚ Tenir compte des enfants à besoins spécifiques dans la collecte des données statistique du ministère de l'Éducation et vulgariser les stratégies et outils déjà validés y compris le curriculum des écoles coraniques rénovées ;
- ⌚ Renforcer l'implication et le rôle des communautés dans la planification (consultations citoyennes, missions de suivi) et la mise en œuvre (engagement communautaire) des activités pour soutenir l'éducation inclusive et lutter contre les violences basées sur le genre avec l'accent sur les enfants handicapés ;

### Dans le domaine de la santé

- ⌚ Maintenir le plaidoyer pour un financement suffisant et à temps de l'achat des vaccins par l'Etat ;
- ⌚ Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie zéro-dose pour l'atteinte des « communautés manquées » ;
- ⌚ Renforcer les interventions de nutrition à visée préventive selon une approche intégrée et multisectorielle, en utilisant la promotion des pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant comme porte d'entrée ;
- ⌚ Adapter les stratégies pour maximiser l'utilisation des appareils GenXpert mis à la disposition des structures sanitaires
- ⌚ Appuyer le ministère de la Santé pour l'amélioration de la gestion des intrants et produits de santé dans la chaîne d'approvisionnement ;
- ⌚ Renforcer l'approche intersectorielle (Services à Base Communautaire, Communication, Protection de l'enfant) pour plus d'efficacité ;
- ⌚ Renforcer de la gestion des données et la génération des évidences, notamment en appuyant le déploiement du DHIS-2 dans les districts sanitaires prioritaires ;
- ⌚ Appuyer le développement d'une stratégie nationale de prévention de la transmission du VIH en milieu jeunes/adolescents
- ⌚ Appuyer la mise en œuvre de la feuille de route issue du dialogue national sur la problématique de la mortalité maternelle, néonatale et infantile
- ⌚ Appuyer l'engagement communautaire à travers des approches novatrices assurant la redevabilité, l'efficacité et l'efficience en faveur de l'amélioration de la santé maternelle, néonatale et infantile ;
- ⌚ Appuyer le renforcement de la gouvernance du secteur et notamment des instances de coordination entre le ministère de la Santé Publique et tous les partenaires au développement.

### Dans le domaine de l'eau; d'hygiène et d'assainissement

Aux regards de l'engagement des autorités locales et des communautés dans la mise en œuvre de l'ATPC ayant permis d'obtenir de bons résultats. Le secteur devra continuer à :

- Faire un plaidoyer pour accroître les investissements pour le secteur WASH en valorisant les résultats obtenus et les innovations ;
- Solliciter les bailleurs émergents dans le secteur WASH ;
- Prendre davantage en compte la crise climatique dans la planification des interventions pour la résilience des communautés.



## Résultat Stratégique Protection sociale, gestion de crise et durabilité environnementale

### Dans le domaine de la protection sociale

- Poursuivre le renforcement des systèmes et capacités en Protection Sociale, y compris sur la mise en œuvre de la couverture santé universelle
- Poursuivre la génération et la dissémination des évidences sur la pauvreté et les vulnérabilités des enfants pour informer les politiques publiques.
- Poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Protection Sociale révisée
- Poursuivre la mise en œuvre des approches basées sur le cash comme modalité de réponse aux urgences (filets sociaux sensibles au choc, cash inconditionnel)

### Dans le domaine de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle

- Poursuivre la mise en place des infrastructures pour la mobilisation des eaux de surfaces, ouvrages de captage ;
- Faciliter aux ménages vulnérables l'accès aux semences de qualités ;
- Continuer la prise en compte des questions de la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) dans les documents de développement provinciaux ;
- Poursuivre la mobilisation des financements climatique, notamment le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), Le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds d'Adaptation pour les engagements relatifs aux ODD, notamment ODD 13, 1 et 2.
- Opérationnaliser l'approche Nexus humanitaire - développement- paix, et la résilience en mettant l'accent sur les projets de développement à long terme

## Résultat Stratégique Gouvernance, paix et sécurité

### Dans le domaine de la gouvernance

- Poursuivre l'appui au Gouvernement d'union nationale de transition afin de parvenir à une élection libre et transparente
- Poursuivre l'appui-conseil dans la rédaction du projet de constitution et du code électoral ;
- Poursuivre le renforcement des capacités des Comités Locaux de Paix afin que ces derniers puissent mener en continue le dialogue intercommunautaire, les initiatives locales de paix et de gestion de conflits

### Dans le domaine de la croissance inclusive

- Poursuivre l'appui au processus de développement du nouveau PND, UNDAF et le nouveau cycle de Programme de Coopération entre le Tchad pour assurer la prise en compte des résultats clés par les agences dans leur programmation ;
- Augmenter les filets sociaux en ciblant les plus vulnérables du point de vue législatif et socio-économique ;
- Poursuivre l'appui dans la génération et la dissémination des évidences sur la pauvreté et les vulnérabilités des enfants sur la base des données récentes pour informer les politiques publiques ;
- Appuyer le cadrage macro-économique.







BP: 906 – N'Djamena  
Le Bureau de la Coordination du système des Nations Unies est situé sur  
l'Avenue Idriss Miskine Rue 1044\_Porte 530 au quartier Klemat



@OnuTchad



@OnuTchad



@OnuTchad



<https://chad.un.org/>